

Le chiffre du commerce extérieur

Analyse annuelle 2024

Publié le 07/02/2025

En 2024, le solde commercial FAB/FAB en valeur augmente de 19,1 milliards d'euros et s'établit à -81,0 Md€. Après avoir atteint le niveau record de -162,6 Md€ en 2022, il poursuit son redressement entamé en 2023. L'amélioration du solde en 2024 est portée par l'énergie, notamment par l'électricité qui atteint un excédent historique, et par les produits manufacturés. Néanmoins, malgré ce redressement, le solde commercial reste, en 2024, inférieur de 23 Md€ à son niveau de 2019, principalement en raison du coût de l'énergie importée et de la dégradation du solde des matériels de transport.

Les importations CAF baissent en 2024 (-4,5 %), dans la continuité de 2023, après deux années de hausses exceptionnelles, pour atteindre 698,9 milliards d'euros. Cette diminution est davantage due aux prix qu'aux volumes et elle est majoritairement portée par l'énergie. Malgré cette baisse, le montant des importations d'énergie demeure nettement plus élevé qu'en 2019, en raison des prix du gaz et, dans une moindre mesure, du pétrole. Les importations de produits manufacturés diminuent également en 2024 : la baisse des approvisionnements en automobiles et en machines dépasse la hausse des importations d'aéronautique.

Les exportations diminuent légèrement en 2024 (-1,6%), après trois années de hausse, et atteignent 598,3 milliards d'euros. Leur baisse s'explique globalement par celle des prix. La plus grande partie de ce repli est due à l'automobile, aux hydrocarbures et aux composants et cartes électroniques. À l'inverse, les exportations d'aéronautique, de parfums et de produits des industries agroalimentaires sont en augmentation.

La France, comme ses voisins européens, enregistre une légère perte de part de marché en 2024, après une hausse inédite en 2023.

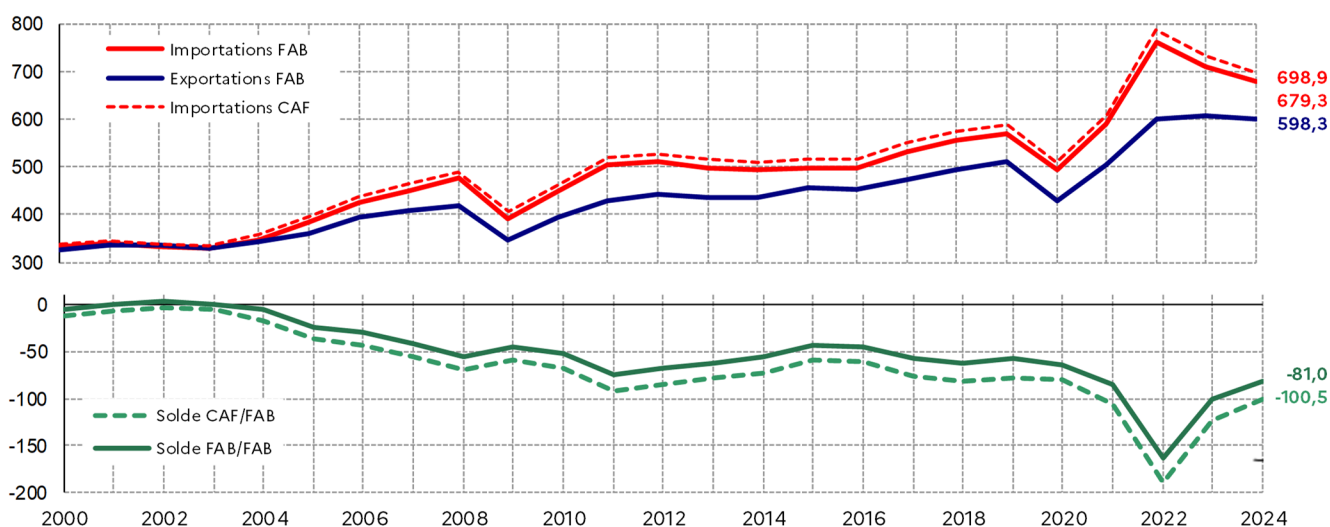
Solde commercial de la France (biens)

Le solde commercial s'améliore de 19,1 Md€ en 2024 pour atteindre -81,0 Md€

En 2024, le solde commercial FAB/FAB en valeur continue sa progression débutée en 2023 : il croît de 19,1 Md€ sur un an et s'établit à -81,0 Md€ (figure 1). Cette amélioration en 2024 s'explique par une diminution des importations (-4,0 %, après -7,0 % en 2023), plus importante que la baisse des exportations (-1,6 %, après +1,6 % en 2023). Si le redressement du solde en 2024 est moins marqué que la hausse record de 63 Md€ en 2023, ces deux années font plus que compenser la baisse historique de 76,7 Md€ en 2022. Toutefois, le solde en 2024 reste 23 Md€ en-dessous de son niveau 2019, avant la crise sanitaire.

Le solde CAF/FAB¹, y compris le matériel militaire et sous le seuil, augmente de 23,6 Md€ et s'établit à -100,5 Md€ en 2024, après avoir atteint -124,2 Md€ en 2023.

1. ÉVOLUTION DES ÉCHANGES ET DU SOLDE COMMERCIAL FRANÇAIS (EN MILLIARDS D'EUROS)



Source : DGDDI/DSECE

Champ : Données brutes y compris matériel militaire et estimation des données sous le seuil²

L'amélioration du solde commercial est majoritairement portée par la baisse de la facture énergétique

Par produit, la hausse du solde commercial CAF/FAB est principalement due au solde des biens énergétiques qui s'améliore de 13,3 Md€, soit près de 60 % de la hausse du solde CAF/FAB en 2024. La grande partie de l'amélioration du solde énergétique provient de la hausse du solde des hydrocarbures naturels (+10,1 Md€ ; figure 2), regroupant le gaz naturel liquéfié, le gaz naturel gazeux et le pétrole brut. La hausse du solde de l'électricité (+1,1 Md€) et celle du pétrole raffiné (+1,2 Md€) contribuent dans une bien moindre mesure à l'amélioration du solde énergétique. Avec un excédent de 5,1 Md€ en 2024, le solde de l'électricité atteint un niveau historique, le plus haut niveau depuis au moins l'an 2000.

Cette hausse du solde commercial énergétique s'explique par le recul des importations d'énergie, dont les prix poursuivent la baisse entamée en 2023. Ces derniers avaient fortement augmenté en 2021 avec la reprise économique post-Covid et en 2022 avec les tensions géopolitiques liées à la guerre en Ukraine.

Hors énergie, le solde manufacturier s'améliore également en 2024 (+10,5 Md€). Les principales contributions concernent les produits pharmaceutiques (+3,9 Md€), ainsi que les produits métallurgiques et métalliques (+1,9 Md€). Le solde des produits chimiques, parfums et cosmétiques (+1,1 M€) augmente également.

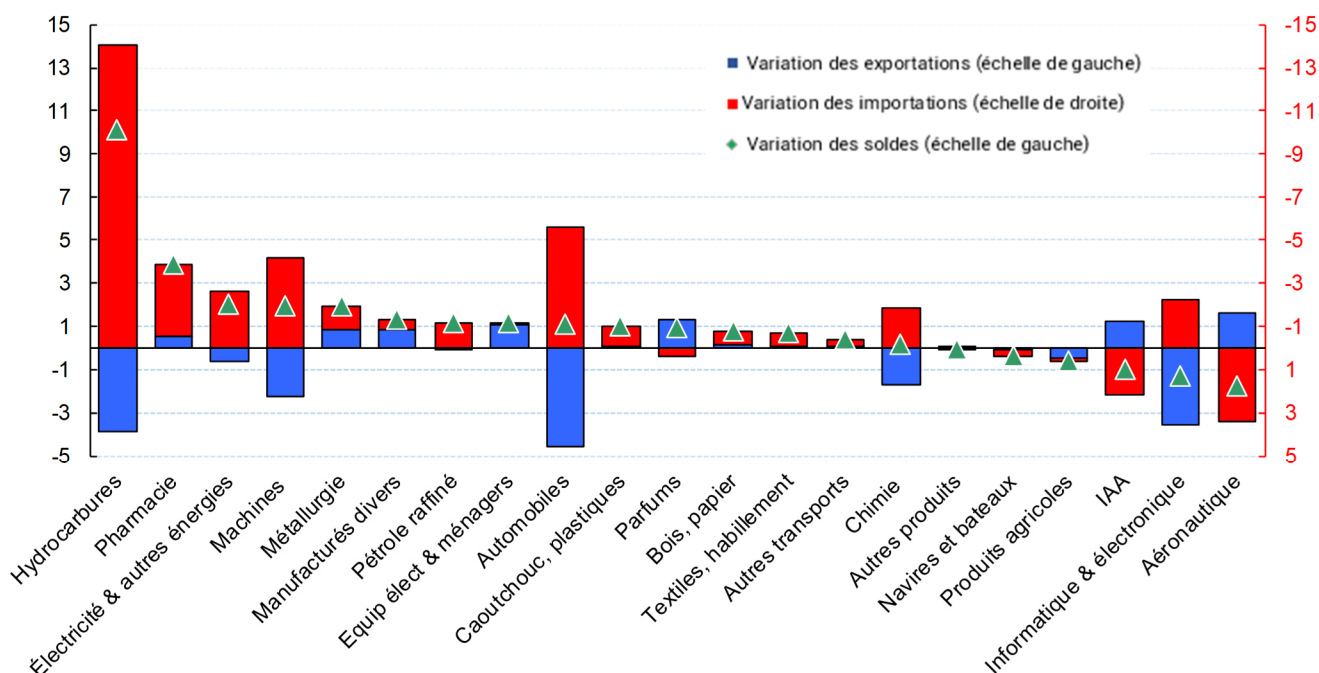
Le solde des matériels de transports se dégrade légèrement (-0,7 M€), mais reste excédentaire (+4,9 M€). Le solde des produits des industries agroalimentaires se dégrade (-1,0 Md€) avec pour moitié une baisse du solde des boissons (-0,5 Md€).

Le solde agricole quant à lui se dégrade (-0,7 Md€) mais reste légèrement excédentaire (+0,5 Md€). Cette baisse est due à la diminution des exportations de céréales (-0,8 Md€), dont le solde reste excédentaire (+8,6 Md€).

¹Cf. encadré méthodologique pour plus de précisions sur la différence entre solde FAB/FAB et solde CAF/FAB.

²Cf. encadré méthodologique pour plus de précisions sur le traitement des produits militaires et des montants sous le seuil.

2. VARIATIONS DES FLUX ET DES SOLDES PAR PRODUIT ENTRE 2023 ET 2024 (EN MILLIARDS D'EUROS)



Source : DGDDI/DSECE

Champ : Données brutes CAF/FAB, hors matériel militaire et hors estimation des données sous le seuil

Lecture : le solde des hydrocarbures augmente de 10,1 Md€ en 2024 : les importations reculent de 14,0 Md€, les exportations de 3,9 Md€.

Par partenaire économique, le solde s'améliore nettement avec les pays tiers, ainsi qu'avec l'Union européenne

Le solde commercial CAF/FAB avec les pays tiers (hors UE) s'améliore (+13,1 Md€) en raison d'une baisse des importations, dans un contexte de baisse du coût de l'énergie, et d'une hausse des exportations en valeur.

Le solde commercial augmente avec l'Asie (+6,0 Md€), et en particulier avec la Corée du Sud et le Japon (respectivement +3,4 M€ et +3,8 Md€), du fait d'une baisse des importations originaires d'Asie d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique (-3 Md€) ainsi que des produits pharmaceutiques (-2,4 Md€) et des matériels de transport (-1,5 Md€).

Le solde commercial s'améliore aussi avec la zone Amérique (+4,0 Md€), notamment avec les États-Unis (+2,7 Md€), du fait de la vente d'un paquebot au 2^e trimestre 2024. Malgré deux années d'améliorations consécutives (+6,8 M€ en 2023), le solde avec cette zone reste déficitaire (-1,9 M€), alors qu'il était excédentaire durant la période pré-Covid (+7,4 M€ en 2019).

Le solde commercial avec l'Afrique augmente également (+2,8 Md€), principalement compte tenu d'une baisse des importations en hydrocarbures naturels (-2,3 Md€). Le solde s'améliore en particulier avec l'Algérie (+1,1 M€) et le Maroc (+0,9 M€). Le solde avec l'Afrique reste toutefois déficitaire de 6,5 Md€ alors qu'il était excédentaire avant la crise sanitaire.

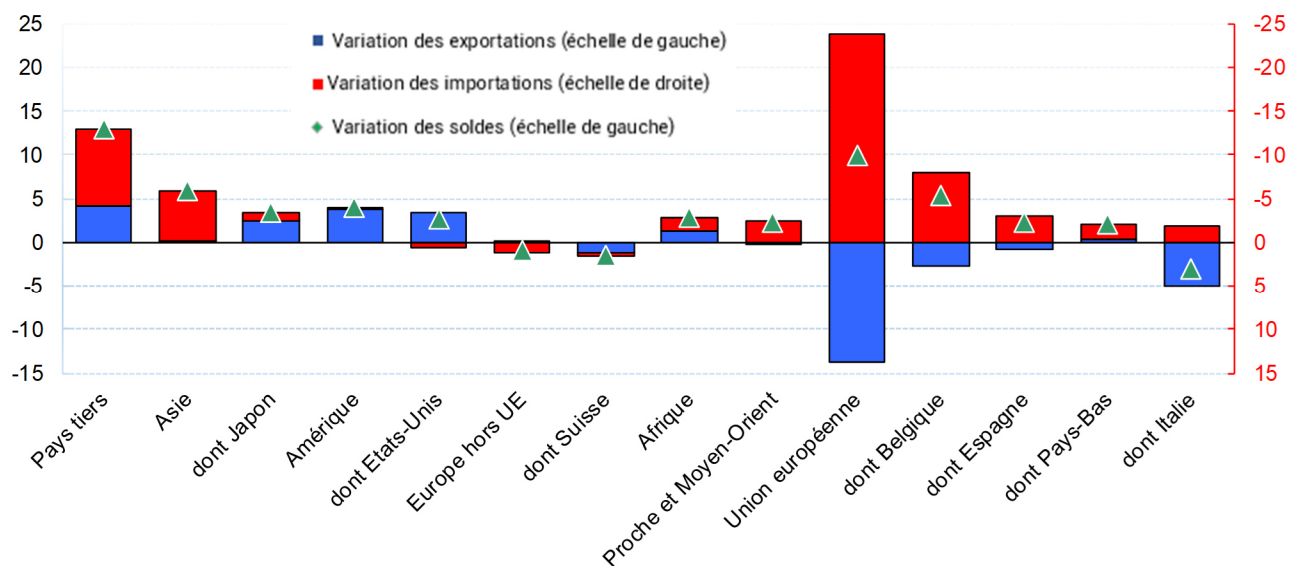
À l'inverse, le solde avec l'Europe hors UE se dégrade (-1,0 Md€), principalement en raison de la baisse du solde avec la Suisse (-1,5 Md€). Le solde avec le Royaume-Uni est stable en 2024.

Le solde des échanges avec l'Union européenne s'améliore de 10 Md€ pour atteindre un déficit de 35,8 Md€, soit son meilleur niveau depuis 2009.

Cette hausse est pour moitié due à l'amélioration du solde avec la Belgique (+5,2 Md€), en raison de la baisse du prix des hydrocarbures entre 2023 et 2024³. Le solde s'améliore également avec l'Espagne (+2,2 Md€) et les Pays-Bas (+2,0 Md€), et se détériore avec l'Italie (-3,1 Md€).

³ Les importations de gaz naturel gazeux sont comptabilisées en pays de provenance et non en pays d'origine. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2005, les statistiques du gaz naturel gazeux sont établies avec les données des gestionnaires de réseau, et comptabilisées selon le dernier pays de provenance plutôt que selon le pays d'origine. Ce changement répond à la directive du Conseil 2003/92/CE du 7 octobre 2003.

3. VARIATIONS DES FLUX ET DES SOLDES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE (EN MILLIARDS D'EUROS)



Source : DGDDI/DSECE

Champ : Données brutes CAF/FAB, hors matériel militaire et hors estimation des données sous le seuil

Exportations françaises de biens

En 2024, les exportations françaises FAB diminuent de 1,6 % et atteignent 598,3 Md€. Elles avaient augmenté de 1,6 % en 2023 (figure 4), portées par les volumes. En 2024, la diminution des exportations en valeur est globalement due à une baisse des prix.

4. MONTANTS ET ÉVOLUTIONS DES EXPORTATIONS FRANÇAISES

| | Évolution | | | Exportations 2024 en Md€ |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------------------------|
| | 2022/2021 | 2023/2022 | 2024/2023 | |
| Produits manufacturés | 16,6% | 3,5% | -0,8% | 535,3 |
| Ensemble des exportations FAB hors mat. mil et sous le seuil | 19,8% | 1,7% | -1,6% | 587,6 |
| Ensemble des exportations FAB y compris mat. mil. et sous le seuil | 19,1% | 1,6% | -1,6% | 598,3 |

Source : DGDDI/DSECE

Champ : Données brutes

Baisse des exportations pour toutes les grandes catégories de produits

En 2024, les exportations de « produits manufacturés » diminuent légèrement (-0,8 % après +3,5 %), en raison d'une légère baisse des volumes, après une année 2023 marquée par une augmentation des prix et des volumes.

Dans le détail, les exportations d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique expliquent l'essentiel de la diminution des exportations de produits manufacturés. Parmi ces équipements, les livraisons de composants et cartes électroniques contribuent aux trois quarts de la baisse, avec une diminution de 30,1 % entre 2023 et 2024. Cette baisse s'explique par le recul des exportations vers la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie.

Les exportations de matériels de transport contribuent également, dans une moindre mesure, à la baisse des exportations de produits manufacturés, notamment les produits de la construction automobile (cf. Focus 1).

Les exportations de produits énergétiques ont fortement baissé (-10,6 %), principalement à cause de la baisse des exportations de gaz gazeux⁴ (-38,6 %) vers l'Italie, l'Allemagne et la Suisse, due à une baisse des prix de l'énergie. Cette baisse poursuit celle enregistrée en 2023 (-12,0 %), après deux années de fortes hausses successives (+47,7% en 2021 et +73,3% en 2022). Le niveau des exportations d'énergie reste toutefois très supérieur au niveau pré-crise sanitaire (29,8 Md€ contre 18,2 Md€ en 2019, cf. Focus 1). En particulier, si les exportations d'électricité en valeur diminuent par rapport à 2023 en raison d'une chute du prix de l'électricité, les volumes exportés atteignent un record historique depuis au moins l'an 2000.

À l'inverse, les exportations de produits des industries agroalimentaires sont en légère augmentation (+1,9 %). Cette hausse est principalement due au dynamisme des produits alimentaires divers (+12,3%), en particulier du beurre de cacao dont le cours a fortement augmenté en 2024, tandis que les exportations de boissons reculent (-3,5 %), en particulier pour le champagne et le cognac (-9,5 % et -12,4 %).

Les exportations d'« autres produits industriels »⁵ augmentent légèrement (+0,8 %), après avoir baissé en 2023 (-1,5 %), principalement grâce à l'augmentation des exportations de métaux non-ferreux (+14,3 %) et des parfums, cosmétiques (+5,5 %). Les produits chimiques de base continuent leur baisse (-6,0 % après -7,4 % en 2023).

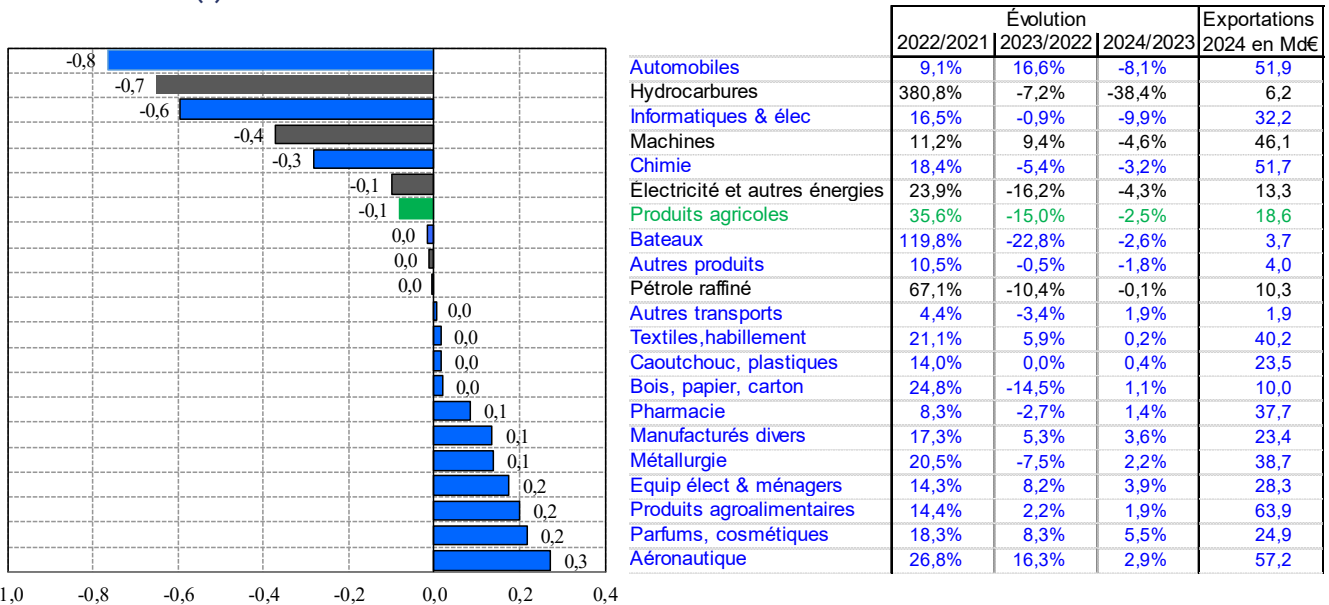
Enfin, les exportations de produits agricoles diminuent (-2,5 %, après -15,0 % en 2023), en raison de la baisse des exportations de céréales (-8 %), principalement vers l'Asie et l'Europe. Cette baisse est due à des conditions climatiques très défavorables pour la production agricole : fortes précipitations, déficit d'ensoleillement et excès d'humidité⁶.

⁴ Le gaz gazeux est regroupé avec le pétrole brut sous l'intitulé « hydrocarbures » dans la figure 5

⁵ Niveau de nomenclature A17 comprenant notamment les textiles, habillement, cuir et chaussures ; le bois, papier et carton ; les produits chimiques, parfums et cosmétiques ; les produits pharmaceutiques ; les produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers ; les produits métallurgiques et métalliques ; les produits manufacturés divers.

⁶ [Note de conjoncture de l'Insee de décembre 2024](#)

5. CONTRIBUTIONS (*) PAR PRODUIT À L'ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS EN 2024



Source : DGDDI/DSECE ;

Champ : Données brutes - exportations FAB, hors matériel militaire et hors estimation des données sous le seuil.

Lecture : Les données agricoles sont représentées en vert, les données énergétiques en gris et les données sur les produits manufacturés en bleu. Ainsi, les produits automobiles ont contribué pour 1,4 point des +1,7 % de hausse des exportations, hors matériel militaire et montants sous le seuil.

(*) Définition : L'évolution des exportations (respectivement des importations) peut être décomposée en la somme des contributions de ses différentes composantes. La contribution d'une composante (un produit ou une zone géographique) à l'évolution des exportations (respectivement des importations) est égale au produit du taux de croissance de cette composante par son poids dans l'agrégat (ensemble hors matériel militaire et sous le seuil) à la période précédente.

Importations françaises de biens

Les importations poursuivent leur baisse en 2024 (-4,5 %), contrecoup de la hausse inédite de 2022 (+29,4 %), et atteignent 698,9 Md€. Cette baisse s'explique par la diminution des importations d'énergie et de produits manufacturés. Elle est davantage due aux prix qu'aux volumes.

6. MONTANTS ET ÉVOLUTIONS DES IMPORTATIONS FRANÇAISES

| | Évolution | | | Importations 2024 en Md€ |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------------------------|
| | 2022/2021 | 2023/2022 | 2024/2023 | |
| Produits manufacturés | 17,2% | -0,6% | -2,5% | 580,3 |
| Ensemble des importations CAF hors mat. mil et sous le seuil | 29,7% | -7,1% | -4,5% | 687,8 |
| Ensemble des importations CAF y compris mat. mil. et sous le seuil | 29,4% | -7,0% | -4,5% | 698,9 |

Source : DGDDI/DSECE

Champ : Données brutes.

Nette baisse des importations d'énergie majoritairement due à celle des prix

En 2024, les approvisionnements en énergie de la France diminuent nettement (-17,2 %). Après avoir atteint un plus haut historique en 2022, les importations d'énergie poursuivent en 2024 leur baisse entamée en 2023, à un rythme deux fois inférieur. Malgré cette baisse, le niveau des importations d'énergie demeure élevé, 37 % au-dessus du niveau de 2019.

Les trois quarts de la baisse des importations d'énergie en valeur s'expliquent par la chute des importations de gaz naturel⁷ (-37 %) en raison d'une nette baisse du prix du gaz importé et, dans une moindre mesure, des volumes. En dépit de cette baisse, équivalente en pourcentage à celle de 2023, le niveau des importations de gaz naturel en valeur de 2024 demeure plus de deux fois supérieur à celui de 2019. Par rapport à 2019, la France importe un quart de gaz en moins en volume, mais à un prix près de trois fois plus élevé, sans commune mesure avec sa moyenne de long terme⁸.

La baisse des importations d'énergie est également due à la chute des importations d'électricité en valeur, ces dernières ayant été divisées par 4 en 2024 après avoir été divisées par 6 en 2023. Ces baisses s'expliquent à parts égales par une diminution des prix et des volumes importés dans un contexte de production électrique en

⁷ Le gaz naturel est regroupé avec le pétrole brut sous l'intitulé « hydrocarbures » dans la figure 7.

⁸ Le prix du gaz importé en 2024 est près de trois fois supérieur à celui de 2000-2020.

augmentation⁹ et de faible consommation. Elles permettent à la France de retrouver en 2024 un niveau d’approvisionnement d’électricité en valeur comparable à celui de 2019.

Les importations de pétrole de la France baissent de façon plus modeste. Les importations de pétrole brut en valeur diminuent de 4 % comme celles des produits pétroliers raffinés. Ces baisses s’expliquent majoritairement par une diminution du prix du baril de pétrole en 2024 (-2 %).

Les importations de biens manufacturés baissent également

Les importations de biens manufacturés en valeur baissent légèrement en 2024 (-2,5 %), davantage qu’en 2023 (-0,6 %) après deux années de fortes hausses. Leur diminution s’explique à la fois par les volumes et par les prix.

Les importations d’automobiles baissent nettement en 2024 (-7,0 %). Ces trois dernières années, de 2021 à 2023, le dynamisme de l’hybride et de l’électrique faisait plus que compenser la baisse des importations de voitures thermiques. Ainsi, les importations de voitures en valeur avaient atteint leur plus haut niveau en 2023. En 2024, la baisse des importations de voitures thermiques (essence et, dans une moindre mesure diésel) s’amplifie et les importations de voitures électriques, qui avaient été multipliées par près de 10 entre 2019 et 2023 reculent également en 2024. À l’inverse, les importations de voitures hybrides augmentent fortement et atteignent leur plus haut niveau historique.

De même, les importations de machines diminuent (-7,2 %) après trois années de nettes hausses, dans un contexte de nette réduction de l’investissement des entreprises. Cette diminution s’explique par la baisse des approvisionnements en machines et équipements d’usage général, en machines diverses d’usage spécifique, notamment celles utilisées pour la fabrication de semi-conducteurs ou des circuits intégrés électroniques, et en machines agricoles et forestières.

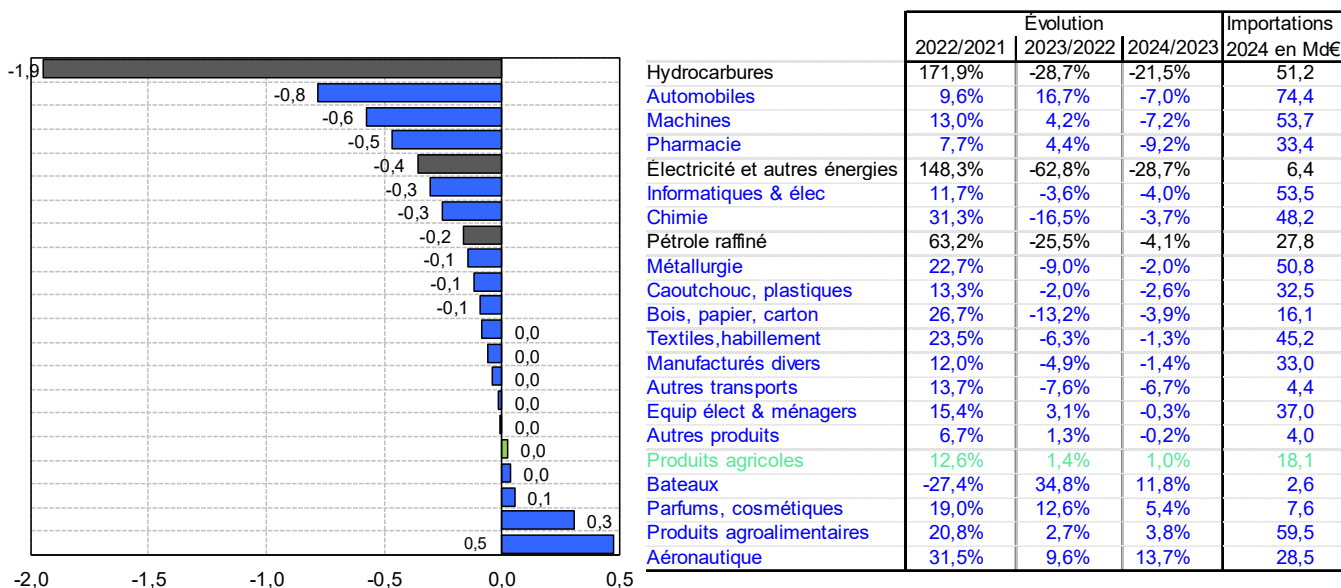
Après cinq années consécutives de hausses au cours desquelles elles ont augmenté de 40 %, les importations pharmaceutiques diminuent en 2024 (-9,2 %). Leur baisse s’explique très majoritairement par la diminution des approvisionnements en produits immunologiques.

Bien que les importations de matériels de transport baissent au global, du fait des automobiles, les importations d’aéronautique augmentent nettement (+13,7 %) en 2024. Portées par le dynamisme des approvisionnements originaires des États-Unis en 2024, elles ne retrouvent toutefois par leur niveau de 2019 en dépit d’importations en hausses continues depuis 2022.

De même, les importations de produits agroalimentaires augmentent en 2024 (+3,8 %), poursuivant une hausse ininterrompue depuis 2020. Leur croissance en 2024 est portée par les produits alimentaires divers.

Les importations de produits agricoles augmentent légèrement (+1,0 %), après cinq années de hausses, dépassant chaque année leur plus haut historique.

7. CONTRIBUTIONS (*) PAR PRODUIT A L’ÉVOLUTION DES IMPORTATIONS EN 2024



Source : DGDDI/DSECE

Champ : Données brutes - importations CAF, hors matériel militaire et hors estimation des données sous le seuil

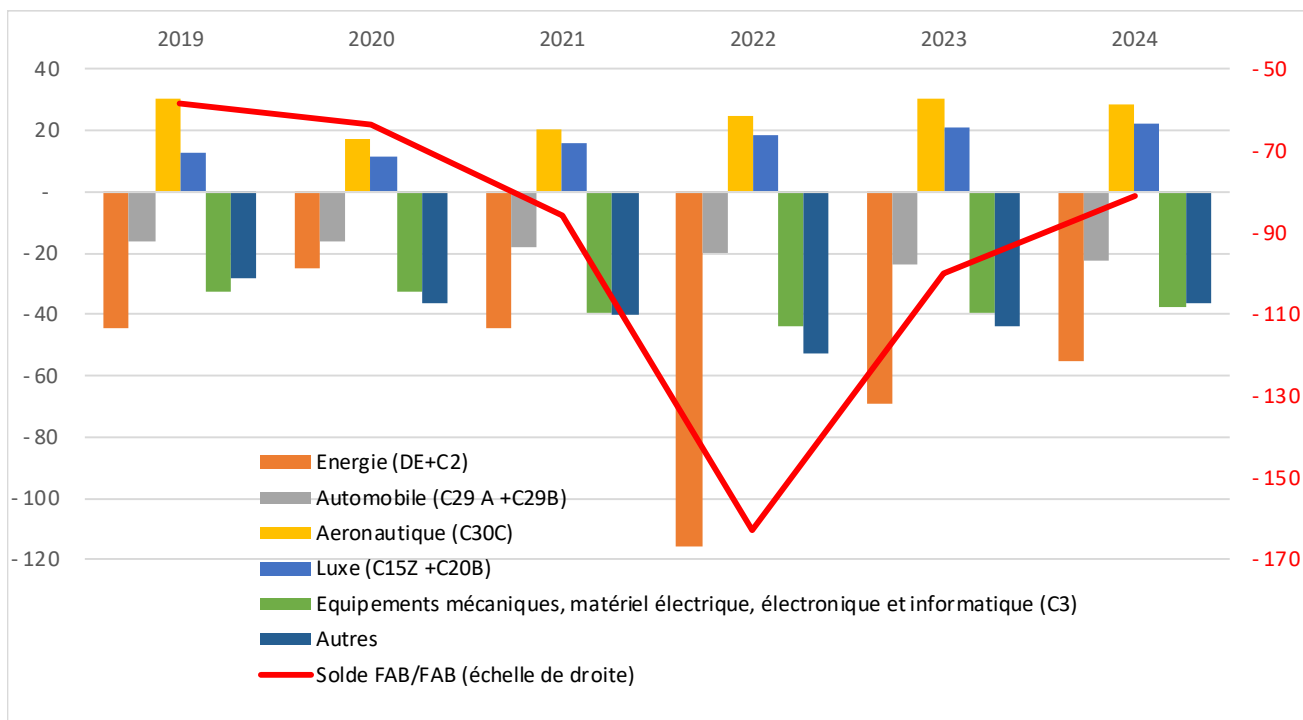
(*) Définition : voir figure 5

⁹ La production d’électricité en France a atteint son plus haut niveau depuis 2019 (Source : [RTE](#)).

Focus 1: La dégradation du solde commercial au sortir des crises est due à l'énergie et aux matériels de transport.

Avant la crise sanitaire, le déficit commercial français s'établissait autour de 60 Md€ par an. La succession des crises sanitaire, géopolitique, énergétique et le choc inflationniste qui s'en est suivi ont rapidement accru les importations en valeur et dégradé la balance commerciale. À son pic en 2022, le déficit commercial culminait à plus de 162 Md€. Avec le ralentissement de l'inflation, en deux ans, le déficit commercial s'est réduit de moitié. Fin 2024, il s'établit à 81 Md€ soit une dégradation de plus de 20 Md€ par rapport à la situation avant crise.

8. EVOLUTION DU SOLDE FAB/FAB ET DE SES PRINCIPALES COMPOSANTES DE 2019 A 2024 (EN MILLIARDS D'EUROS)



Source : DGDDI/DSECE

Champ : Données brutes FAB/FAB pour le solde, CAF/FAB pour le reste

Légende : En 2019, le solde de l'énergie est de -45 Md€.

Entre 2019 et 2024, la détérioration du solde de l'énergie (-11 Md€, cf. figures 8 et 9) explique près de la moitié de la dégradation du solde commercial total de la France (-23 Md€). Très fortement impacté par la crise énergétique dans le contexte de la guerre en Ukraine, le solde énergétique de la France a atteint -116 Md€ en 2022, de très loin son plus bas niveau historique. Il se résorbe depuis progressivement et s'élève à -56 Md€ en 2024, un niveau deux fois moins dégradé qu'en 2022, mais encore largement plus détérioré qu'en 2019.

Par rapport à 2019, la France a légèrement réduit ses importations d'énergie en volume, dans un contexte de prix élevés et d'efforts de sobriété¹⁰. Mais les prix de l'énergie continuent de peser lourdement sur les importations en valeur, le prix du baril de pétrole ayant augmenté de 29 % et celui du gaz ayant presque triplé entre 2019 et 2024. Par ailleurs, la France a nettement réduit sa dépendance aux hydrocarbures originaires de Russie¹¹ tandis que la dépendance à l'énergie originaire des États-Unis – plus chère – a augmenté de façon significative, ce pays ayant assuré un tiers des importations de pétrole et de GNL de la France en 2024.

Contrairement au solde de l'énergie dans son ensemble, le solde de l'électricité s'est amélioré entre 2019 et 2024 (+2,5 Md€). Avec un point bas en 2022, la France était devenue importatrice nette d'électricité pour la première fois depuis au moins l'an 2000. Le solde s'améliore ensuite et s'établit à son plus haut niveau historique en 2024, par l'effet combiné d'une nette baisse des importations et d'une vive hausse des exportations dans un contexte de reprise de la production nucléaire et d'une consommation intérieure modérée¹².

Le solde des matériels de transport contribue également de façon significative (-10 Md€) à la détérioration du solde commercial total de la France entre 2019 et 2024. Plus de la moitié de la dégradation du solde des matériels de transport s'explique par l'automobile en raison d'une hausse des importations. L'accroissement considérable des

¹⁰ [Bilan énergétique de la France en 2023 : Service des données et études statistiques](#)

¹¹ La France n'importe plus de pétrole et de gaz gazeux de Russie mais a accru ses importations de GNL originaires de ce pays.

¹² La production d'électricité en France a atteint en 2024 son plus haut niveau depuis 2019 (Source : [RTE](#)).

importations de voitures hybrides et électriques a dépassé la diminution des importations de voitures thermiques (diésel et, dans une moindre mesure, essence). En 2024, les importations de voitures électriques reculent toutefois, pour la première fois depuis de nombreuses années. (cf. Focus 2).

De même, les produits de la construction aéronautique et spatiale participent à hauteur d'un quart à la détérioration du solde des matériels de transport entre 2019 et 2024. Après avoir atteint son plus haut niveau historique en 2019, le solde de l'aéronautique a été divisé par deux en 2020 en raison de la crise sanitaire de la Covid-19. Il s'améliore depuis de façon graduelle dans un contexte de reprise du trafic aérien avant de se replier légèrement en 2024 du fait notamment de contraintes d'offre. Plusieurs facteurs pourraient jouer positivement sur son évolution à venir : le trafic aérien a dépassé son niveau de 2019¹³ et le rattrapage par rapport à la période pré-Covid pourrait se poursuivre.

À l'inverse, le solde des produits relevant du secteur du luxe¹⁴ s'est nettement amélioré entre 2019 et 2024. La sortie de la crise Covid a aussi été marquée par un pic de la consommation discrétionnaire. Le secteur du luxe, limité dans ce focus aux produits du cuir, bagages et chaussures, et parfums, cosmétiques, point fort de la France à l'exportation, en a particulièrement bénéficié. Plus récemment, avec les difficultés de l'économie chinoise, l'apparition ou la menace de mesures protectionnistes, cette dynamique tend à marquer le pas. Cela se traduit par un ralentissement de l'amélioration du solde des produits du cuir, bagages et chaussures, et parfums, cosmétiques, qui, après avoir progressé de 4 Md€ en 2021, ne cesse de décélérer et n'augmente plus que d'1 Md€ en 2024. L'excédent des produits du cuir, bagages et chaussures, et parfums, cosmétiques et produits d'entretien s'élève à 22 Md€ en 2024, en augmentation de 10 Md€ par rapport à 2019.

Par pays, la principale dégradation du solde entre 2019 et 2024 est constatée avec la Chine et Hong-Kong (-15 Md€). Le développement du marché des voitures électriques et hybrides ainsi que du télétravail a conduit à une hausse significative des importations originaires de ce pays de voitures électriques, batteries et ordinateurs tandis que les exportations françaises d'aéronautique ont reculé.

Le solde recule également fortement avec les États-Unis (-8 Md€). Alors que le solde de la France avec les États-Unis était historiquement excédentaire jusqu'en 2021, il devient déficitaire à hauteur de 15 Md€ en 2022 en raison du coût de l'énergie importée, les États-Unis ayant assuré la moitié des importations de gaz naturel liquéfié (GNL) et 42 % des importations de pétrole de la France. Il s'améliore depuis progressivement pour atteindre -5 Md€ en 2024, dans un contexte de baisse du prix de l'énergie importée, la part de ce pays dans les importations de GNL et de pétrole de la France s'étant en outre réduite à un tiers du total.

Le solde avec l'Afrique est également devenu largement déficitaire entre 2019 et 2024, sa détérioration (-7 Md€) s'expliquant majoritairement par le coût des hydrocarbures importés, notamment originaires d'Algérie, de l'Angola, de la Lybie, du Tchad et du Nigéria.

9. VARIATIONS DU SOLDE FAB/FAB ET DE SES PRINCIPALES COMPOSANTES ENTRE 2019 ET 2024 (EN MILLIARDS D'EUROS)

| | Variation du solde entre 2019 et 2024 (en milliards d'euros) |
|---|--|
| Solde FAB/FAB | -23 |
| dont énergie | -11 |
| dont automobile | -7 |
| dont équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique (C3) | -5 |
| dont aéronautique | -2 |
| dont luxe | 10 |

Source : DGDDI/DSECE

Champ : Données brutes FAB/FAB pour le solde, CAF/FAB pour le reste

Légende : Entre 2019 et 2024, le solde FAB/FAB se dégrade de 23 Md€ et l'énergie contribue à hauteur de 11 Md€ à cette baisse.

¹³ [Air passenger analysis \(IATA\), décembre 2024](#)

¹⁴ Le luxe correspond dans ce focus aux produits du « cuir, bagages et chaussures » (C15Z) et à ceux du « Parfums, cosmétiques et produits d'entretien » (C20B).

Focus 2 : Le dynamisme des échanges de voitures hybrides ne suffit pas à compenser la baisse des échanges de véhicules thermiques et électriques en 2024.

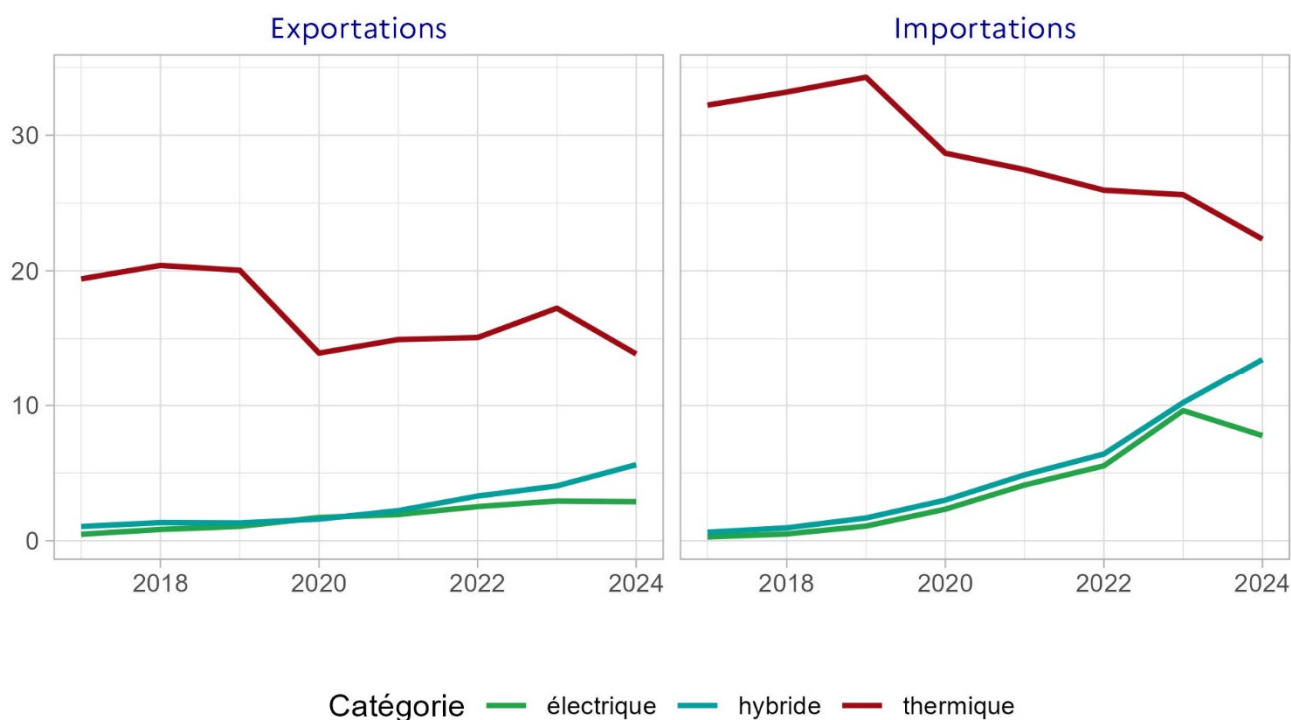
Le marché de l'automobile connaît des évolutions contrastées sur l'année 2024. Alors qu'il était globalement en progression jusqu'en 2023, avec un accroissement de la part des véhicules hybrides¹⁵, il se contracte en 2024 malgré une poursuite de la hausse des échanges de véhicules hybrides.

En 2024, les exportations de voitures ont baissé de 1,9 M€ pour atteindre 23 M€, soit leur niveau d'avant crise en 2019. Dans le détail, les exportations de voitures thermiques ont baissé de 3,3 M€ pour atteindre 14 M€, soit le plus bas historique depuis 1996 (hors année 2020 marquée par la crise Covid). Les exportations de véhicules hybrides ont continué leur progression (+1,6 M€) pour atteindre 5,6 M€, et exportations de véhicules électriques sont stables à 3 M€ après plusieurs années de progression.

Dans le même temps, les importations de voitures ont baissé de 1,9 M€ pour atteindre 73 M€. Dans le détail, les importations de voitures thermiques ont baissé de 3,2 M€ et atteignent 22 M€, soit le plus bas historique depuis 2005. Les importations de véhicules hybrides ont continué leur progression (+3,2 M€) pour atteindre 13,4 M€, et les importations de véhicules électriques reculent (-1,8 M€) après plusieurs années de progression et s'établissent à 7,7 M€.

La grande majorité de ces échanges se fait avec l'Union européenne, en effet, 80 % des importations de voitures thermiques sont originaires de l'Union européenne en 2024, et les deux tiers des exportations de ces produits y sont destinés. Les importations de véhicules hybrides sont moins concentrées avec deux tiers importations de ce produit en 2024 originaires de l'UE, à l'inverse les exportations sont plus concentrées avec 85 % des exportations de véhicules hybrides destinées à l'UE. Les importations de véhicules électriques sont originaires à 70 % de l'UE et leurs exportations destinées aux deux tiers à l'UE.

10. EVOLUTION DES ECHANGES DE VOITURES DEPUIS 2021 (EN MILLIARDS D'EUROS)



Contexte économique

En 2024, le produit intérieur brut de la France en volume augmente de 1,1 %¹⁶, un taux de croissance identique à celui de 2023 mais inférieur à celui de 2022 (+2,5 %). Les composantes de la demande en biens en volume connaissent des évolutions contrastées en 2024. Dans un contexte de production de biens en volume atone (-0,1 %, après +0,9 % en 2023), les dépenses d'investissement en volume se contractent nettement (-4,5 %, après +3,8 %), en lien avec un climat d'incertitude politique et géopolitique, malgré une baisse des prix de l'énergie importée. À l'inverse, les

¹⁵ Voir [Voitures électriques : vive expansion dans les échanges de voitures de la France depuis six ans](#)

¹⁶ [Les données de ce paragraphe correspondent à une première estimation des comptes nationaux du quatrième trimestre 2024 publiée par l'INSEE le 30/01/2025.](#)

dépenses de consommation de biens des administrations publiques en volume augmentent vivement de nouveau (+3,6 % après +4,7 %). Les dépenses de consommation des ménages en biens en volume se replient pour leur part légèrement en 2024 (-0,2 %, après -1,6 % en 2023). Tout comme en 2023, la contribution du commerce extérieur de biens à la croissance du PIB en volume est positive en 2024 compte tenu d'une hausse des exportations en volume (+1,4 %) et d'une baisse des importations en volume (-1,4 %). La production manufacturière en pourcentage du PIB recule de deux points, à 33 %, deux points en-dessous de son niveau d'avant-crise sanitaire et 15 points en dessous de son niveau de l'an 2000.

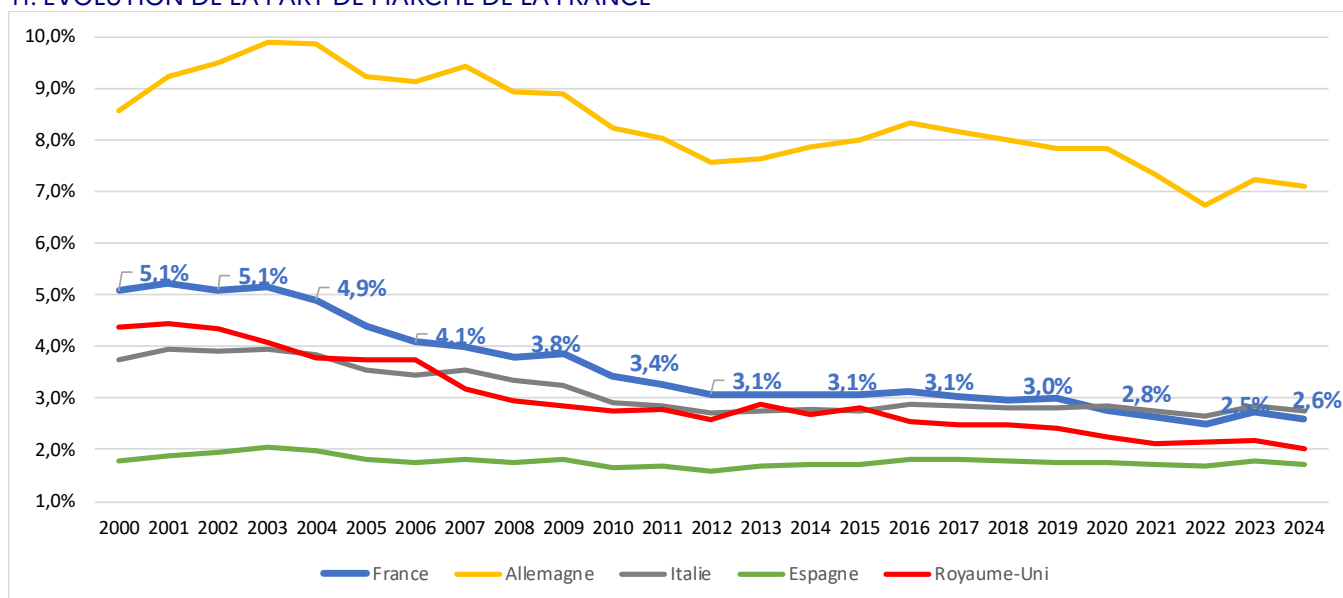
Légères pertes de marché de la France et de ses principaux voisins européens en 2024

En 2024, les exportations de la France représentent 2,6 % du montant des exportations mondiales de marchandises¹⁷. **La part de la France dans le commerce mondial de marchandises s'est ainsi réduite de 0,1 point sur un an¹⁸**. Après une phase de baisse entre 2003 et 2012, les parts de marché s'étaient stabilisées à environ 3 % jusqu'en 2019 (cf. figure 11). Depuis la crise de la Covid-19 en 2020, la part de marché de la France était repartie à la baisse avant de rebondir en 2023. Elle diminue à nouveau légèrement en 2024.

Cette baisse n'est pas propre à la France. Les principaux voisins de la France perdent également des parts de marché en 2024 dans des proportions souvent proches de celles de la France : -0,2 point pour le Royaume-Uni, -0,1 point en Allemagne et en Italie. À l'inverse, la part de marché de l'Espagne se stabilise à 1,7 %.

Par rapport à son niveau d'avant-crise en 2019, la part de marché de la France a reculé de 0,4 points, une baisse identique à celle du Royaume-Uni mais inférieure à celle de l'Allemagne (-0,7 point). À l'inverse, la part de marché de l'Italie est quasi stable (-0,1 point), et celle de l'Espagne est stable (+0,0 point).

11. ÉVOLUTION DE LA PART DE MARCHÉ DE LA FRANCE (*)



Source : OMC (acquis au 3^e trimestre 2024).

(*) Les données du 4^e trimestre 2024 n'étant pas encore disponibles, celles du 3^e trimestre 2024 ont été utilisées pour estimer le 4^e trimestre 2024.

Définition : la part de marché de la France correspond au ratio des exportations de biens en valeur de la France sur les exportations mondiales de biens en valeur.

¹⁷ Les exportations françaises et mondiales sont ici comptabilisées en valeur exprimée en dollar américain.

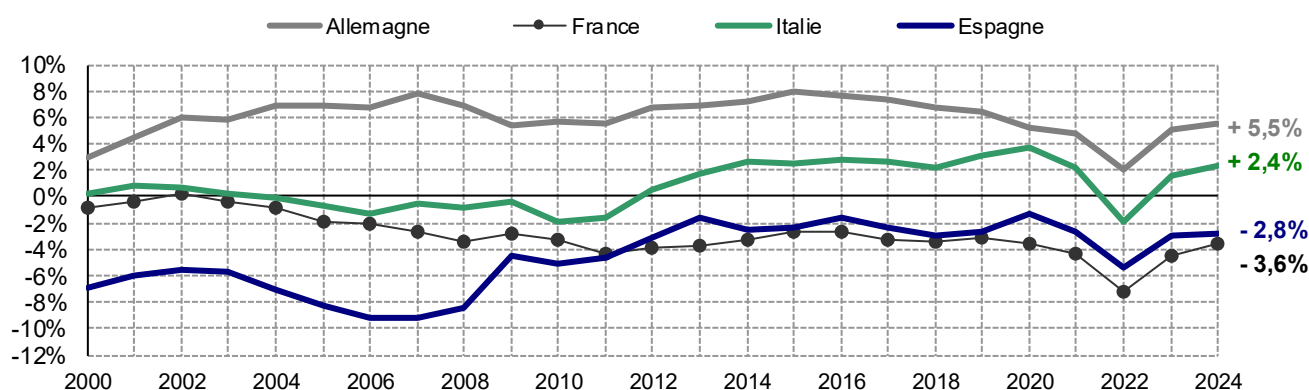
¹⁸ Le calcul des parts de marché peut être affecté par les variations du taux de change euro-dollar. La valeur des exportations françaises en euros converties en dollar diminue (augmente) lorsque l'euro se déprécie (s'apprécie) face au dollar.

Comparaisons européennes

Légère amélioration des soldes commerciaux dans les principaux pays de l'UE

En 2024, le solde commercial rapporté au PIB s'améliore légèrement dans les principaux pays de l'UE après un rebond en 2023. Il s'améliore légèrement en France (+ 0,9 point, cf. figure 12), en Italie (+ 0,7 point), en Allemagne (+ 0,4 point) et en Espagne (+0,2 point). Malgré ces améliorations, ce ratio reste inférieur de moins de 1 point par rapport à son niveau de 2019 pour l'Allemagne, la France et l'Italie. Seule l'Espagne a retrouvé son niveau d'avant crise sanitaire.

12. SOLDE RAPPORTÉ AU PIB DES PRINCIPAUX PAYS DE L'UE (*)



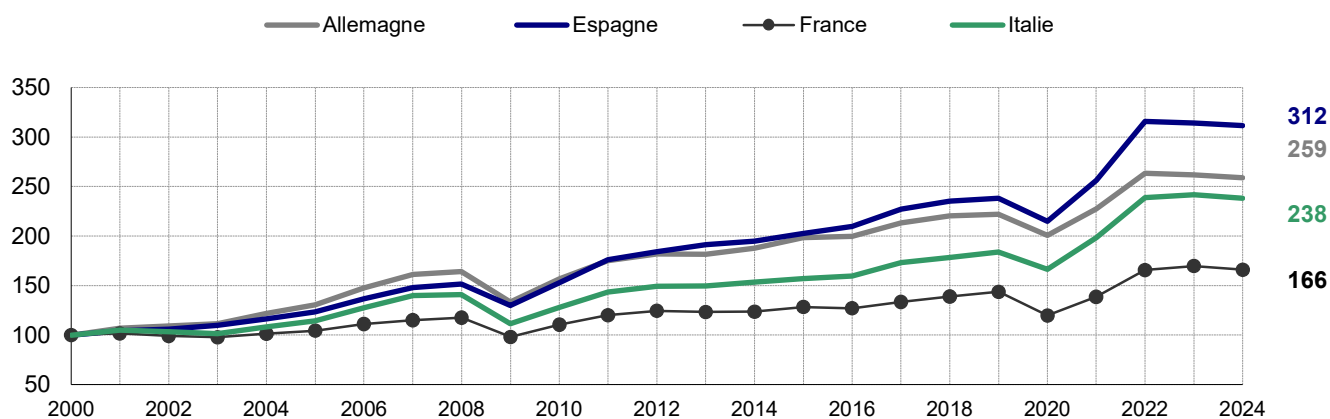
Source : Eurostat (acquis à novembre 2024).

(*) Les valeurs du mois de décembre 2024 n'étant pas encore disponibles pour le solde commercial, celles de novembre 2024 ont été utilisées pour estimer le mois de décembre, y compris pour la France.

Des exportations en baisse dans les principaux pays de l'UE

En 2024, exportations en France baissent de 2,3 %, davantage qu'en Italie (-1,6 %, cf. figure 13), en Allemagne (-1,1 %) et en Espagne (-0,8 %). Les exportations de l'Allemagne se situent, en 2024, 17 % au-dessus de leur niveau de 2019, situation analogue à celle de la France (15 %), contre un dépassement de 30 % en Italie et de 31 % en Espagne.

13. EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PAYS DE L'UE (EN VALEUR, BASE 100 EN 2000) (*)



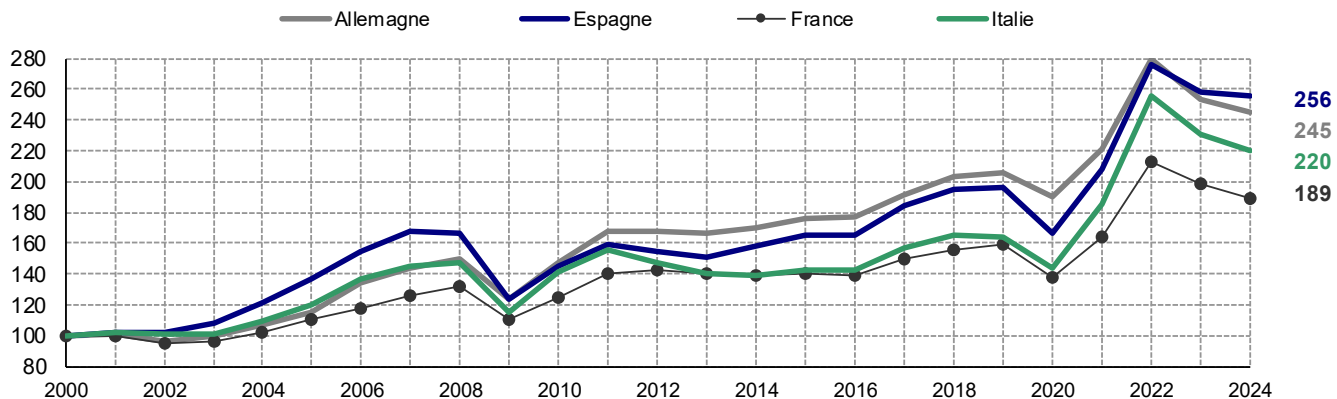
Source : Eurostat (acquis à novembre 2024).

(*) Les valeurs du mois de décembre 2024 n'étant pas encore disponibles, celles de novembre 2024 ont été utilisées pour estimer le mois de décembre, y compris pour la France.

Des importations en repli en France et dans les principaux pays de l'UE

En 2024, les importations de la France et de ses principaux voisins de l'UE continuent leurs baisses entamées en 2023, après deux années de nettes hausses en 2021 et 2022. La baisse des importations, d'ampleurs proches en France (- 4,9 %, cf. figure 14) et en Italie (- 4,6 %), est moins forte en Allemagne (- 3,1 %) et en Espagne (- 0,7 %). Malgré ces diminutions, les importations dépassent leur niveau de 2019 de 19 % en France et en Allemagne, de 31 % en Espagne et de 34 % en Italie.

14. IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PAYS DE L'UE (EN VALEUR, BASE 100 EN 2000) (*)



Source : Eurostat (acquis à novembre 2024).

(*) Les valeurs du mois de décembre 2024 n'étant pas encore disponibles, celles de novembre 2024 ont été utilisées pour estimer le mois de décembre, y compris pour la France.

Encadré Méthodologique et définitions

1. Solde CAF/FAB et solde FAB/FAB

Le solde commercial FAB/FAB traduit l'évolution globale du commerce extérieur de biens. Dans le cadre de la collecte des échanges de biens intra-UE et extra-UE, les exportations françaises sont toujours valorisées FAB (franco à bord), c'est-à-dire en prenant en compte uniquement les coûts d'acheminement jusqu'à la frontière française. Les importations, elles, sont valorisées CAF (coût assurance fret) ou FAB (franco à bord). Les importations CAF prennent en compte dans leur montant les coûts d'acheminement (transport et assurance) entre la frontière du pays d'où est importé le bien et la frontière française. Si les importations sont valorisées FAB, ces coûts d'acheminement inter-frontières sont neutralisés : le prix du bien est alors celui observé à la frontière du pays depuis lequel il est importé. Pour calculer cet indicateur FAB, une correction (taux de passage CAF/FAB) est donc apportée aux importations CAF – les données collectées par la DGDDI sont CAF à l'importation – pour éliminer tous les frais liés à l'acheminement des marchandises depuis la frontière du pays partenaire jusqu'à la frontière nationale et déterminer les importations FAB. La correction CAF-FAB pour les importations n'est disponible que globalement, et pas pour chaque poste isolément.

Le solde commercial FAB/FAB est donc la différence entre des exportations FAB et des importations FAB ; le solde CAF/FAB correspond lui à la différence d'exportations FAB et d'importations CAF. Une symétrie est ainsi établie dans la comptabilisation des deux flux afin de ne pas biaiser le calcul du solde commercial. Au final, l'ensemble des échanges est ainsi évalué au passage de la frontière du pays exportateur : comptabilisation FAB/FAB.

2. Données brutes et données CVS-CJO

Les séries mensuelles du commerce extérieur de biens - importations, exportations et soldes - sont susceptibles d'être affectées par des phénomènes récurrents de type saisonnier ainsi que par la composition du mois en jours ouvrables.

Par exemple, chaque mois d'août, un creux est observé pour les séries d'importation et d'exportation. Ce creux dans l'activité économique chaque mois d'août s'explique notamment par les nombreuses fermetures d'entreprises. Or, ces variations régulières masquent les effets de la conjoncture économique que le statisticien cherche à mettre en évidence.

De la même façon, la composition du mois en jours ouvrables peut entraîner des variations économiques sans lien avec les évolutions conjoncturelles. Ainsi, plus de la moitié de la hausse de 34 % des exportations de véhicules automobiles entre mai 2010 et mai 2011 est liée à la différence de composition en jours ouvrables de mai 2011 par rapport à mai 2010 : le mois de mai 2011 se distingue des mois de mai habituels car il comporte seulement deux jours fériés qui tombent de plus le dimanche.

Aussi, pour refléter au mieux les évolutions conjoncturelles des importations, des exportations ou du solde, les séries mensuelles et trimestrielles de commerce extérieur collectées (dites données « brutes ») sont corrigées des variations saisonnières et des effets de jours ouvrables avant d'être publiées (séries dites « CVS-CJO »). Les séries annuelles, elles, sont publiées « brutes », c'est-à-dire sans ces corrections.

3. Nomenclature des produits, les échanges de matériel militaire et estimation des échanges sous le seuil

La nomenclature de produits utilisée dans cette publication répond à l'importance des produits dans les différents flux et mélange donc différents niveaux de la nomenclature économique de synthèse (A17, A38, A129 – voir www.insee.fr) ; la correspondance entre ces nomenclatures est détaillée dans les annexes.

Le *matériel militaire* est traité comme un produit à part (non inclus dans les *produits manufacturés*) ; pour des raisons de confidentialité il n'est ventilé ni par produit ni par zone. Sauf mention spéciale, il n'est donc pas inclus dans la publication, dans les parties qui présentent des données par produit et par pays en concept CAF/FAB.

Les entreprises dont le montant des échanges intra-UE est inférieur à 460 000 euros en cumulé sur l'année précédente, qualifié de montants « sous les seuils statistiques » ne font pas l'objet d'obligation déclarative pour ces échanges intracommunautaires et ne sont pas détaillées par produit et pays dans les statistiques du commerce extérieur. Une estimation du montant global de ces opérations est toutefois réalisée à l'exportation et à l'importation.

Afin d'être exhaustif et de refléter au mieux la balance commerciale française, l'agrégat FAB/FAB présenté dans cette publication inclut, outre la correction CAF/FAB, les échanges de matériel militaire ainsi qu'une estimation des flux sous le seuil de déclaration.

4. Échanges avec le Royaume-Uni depuis le Brexit

Pour toutes les années commentées dans cette publication, l'appellation UE désigne l'Union européenne à 27 États-membres, hors Royaume-Uni. Les échanges entre la France et le Royaume-Uni, y compris ceux antérieurs à 2021, sont donc inclus dans l'agrégat Europe hors UE.

5. Définitions

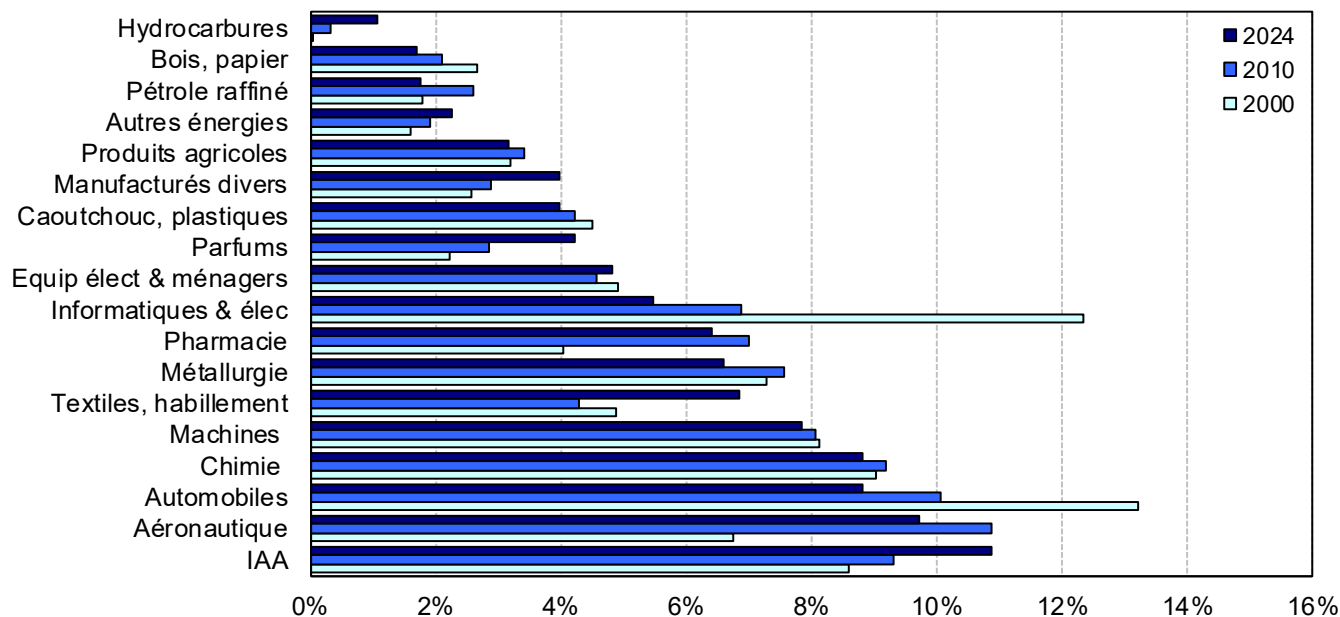
La part de marché de la France correspond au ratio des exportations de biens en valeur de la France sur les exportations mondiales de biens en valeur.

6. Données Eurostat

Les données d'Eurostat utilisées dans la partie « Comparaisons européennes » peuvent différer légèrement des données publiées par le DSECE concernant la France dans le reste de cette publication. Cela tient à certaines différences conceptuelles et à la prise en compte des opérations d'avitaillement à l'exportation par Eurostat, contrairement aux données nationales. Pour plus de précisions, voir la rubrique méthode/Eurostat disponible sur le site « Le Chiffre du commerce extérieur ».

Structure des flux commerciaux de la France (en valeur)

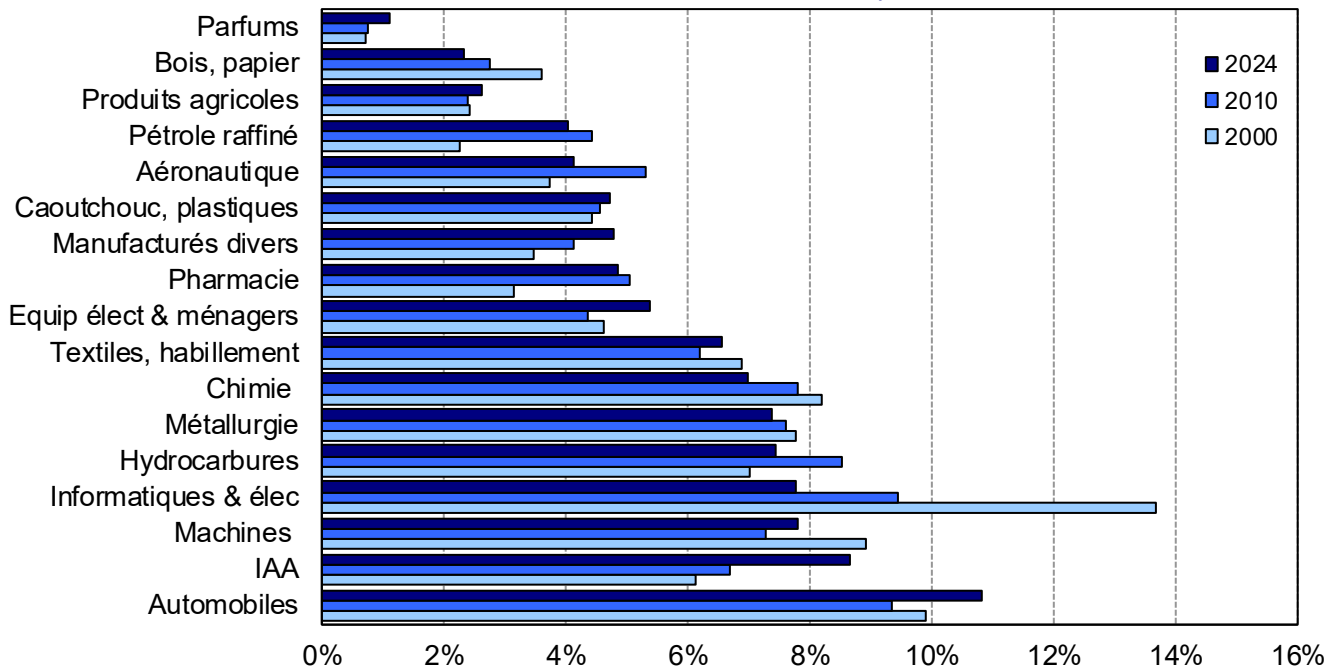
16. POIDS DES DIFFÉRENTS PRODUITS DANS LES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN 2000, 2010 ET 2024



Source : DGDDI/DSECE

Champ : Données brutes CAF/FAB, hors matériel militaire et hors estimation des données sous le seuil

17. POIDS DES DIFFÉRENTS PRODUITS DANS LES IMPORTATIONS FRANÇAISES EN 2000, 2010 ET 2024



Source : DGDDI/DSECE

Champ : Données brutes CAF/FAB, hors matériel militaire et hors estimation des données sous le seuil

Soldes par produit en milliards d'euros (données brutes)

| Produit agrégé | Nomenclature A129 | Solde | | Variation annuelle des soldes entre | | | | Solde 2024 |
|--|-------------------|--------------|--------------|-------------------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| | | 2000 | 2010 | 2000 et 2010 | 2021 et 2022 | 2022 et 2023 | 2023 et 2024 | |
| Total FAB/FAB y compris matériel militaire et sous le seuil | | -4,6 | -52,4 | -4,8 | -76,7 | 62,5 | 19,1 | -81,0 |
| Total CAF/FAB hors matériel militaire et sous le seuil | | -13,6 | -69,2 | -5,6 | -80,3 | 65,1 | 23,1 | -100,2 |
| Produits agricoles (=A01Z+A02Z+A03Z) | | 2,2 | 2,3 | 0,0 | 3,9 | -3,6 | -0,7 | 0,5 |
| Energie | | -24,1 | -48,0 | -2,4 | -70,9 | 46,7 | 13,3 | -55,6 |
| Hydrocarbures | B06Z | -23,6 | -38,0 | -1,4 | -49,2 | 25,5 | 10,1 | -45,0 |
| Pétrole raffiné | C19Z | -1,8 | -10,1 | -0,8 | -10,4 | 8,7 | 1,2 | -17,5 |
| Electricité et autres énergies | B05Z | -0,9 | -2,0 | -0,1 | -1,7 | 1,0 | 0,6 | -1,1 |
| | B07Z | -1,0 | -1,7 | -0,1 | 0,4 | 0,5 | 0,0 | -1,4 |
| | B08Z | -0,2 | -0,3 | 0,0 | -0,1 | 0,1 | 0,1 | -0,2 |
| | D35A | 2,8 | 1,1 | -0,2 | -10,0 | 11,3 | 1,1 | 5,1 |
| | D35B | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| | E37Z | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| | E38Z | 0,6 | 3,0 | 0,2 | 0,2 | -0,4 | 0,2 | 4,4 |
| | | 1,3 | 0,0 | -0,1 | -11,2 | 12,5 | 2,0 | 6,8 |
| Produits manufacturés | | 8,8 | -23,0 | -3,2 | -13,5 | 22,1 | 10,5 | -45,0 |
| Produits des IAA | C10A | 0,8 | -0,6 | -0,1 | -1,5 | -0,4 | 0,0 | -3,1 |
| | C10B | -1,6 | -2,5 | -0,1 | -0,9 | 0,5 | 0,1 | -3,6 |
| | C10C | -1,1 | -2,0 | -0,1 | -0,3 | -0,3 | 0,1 | -3,8 |
| | C10D | -1,5 | -2,1 | -0,1 | -0,6 | 0,2 | -0,2 | -2,9 |
| | C10E | 1,9 | 2,9 | 0,1 | -0,6 | 0,2 | 0,1 | 2,6 |
| | C10F | 0,7 | 0,9 | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,1 | 1,0 |
| | C10G | -0,3 | -0,3 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,3 | -0,5 |
| | C10H | 1,3 | 0,8 | 0,0 | 0,0 | 0,2 | -0,3 | -0,7 |
| | C10K | 0,7 | 1,0 | 0,0 | 0,3 | 0,0 | -0,1 | 1,6 |
| | C11Z | 7,3 | 8,6 | 0,1 | 1,4 | -0,8 | -0,5 | 14,8 |
| | C12Z | -1,1 | -1,2 | 0,0 | 0,3 | 0,0 | 0,0 | -0,9 |
| | | | 7,1 | 5,6 | -0,1 | -1,9 | -0,2 | -1,0 |
| Produits informatiques, électroniques, optiques | C26A | -1,6 | -0,1 | 0,1 | 0,9 | 0,3 | -1,7 | 1,8 |
| | C26B | -6,0 | -6,9 | -0,1 | -0,2 | 1,4 | -0,7 | -8,9 |
| | C26C | 4,8 | -4,3 | -0,9 | -0,9 | 0,2 | 0,4 | -9,2 |
| | C26D | -2,0 | -5,0 | -0,3 | 0,1 | -0,1 | 0,7 | -3,5 |
| | C26E | -0,7 | 0,5 | 0,1 | -0,7 | -0,2 | 0,2 | 0,2 |
| | C26F | -0,2 | 0,0 | 0,0 | -0,2 | 0,1 | -0,3 | -1,3 |
| | C26G | -0,6 | -0,8 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | -0,4 |
| | | -6,2 | -16,6 | -1,0 | -0,9 | 1,7 | -1,3 | -21,2 |
| Équipements électriques et ménagers | C27A | -0,8 | -3,0 | -0,2 | 0,2 | 0,8 | -0,1 | -4,6 |
| | C27B | 1,1 | 0,8 | 0,0 | -1,9 | 0,1 | 1,2 | -4,1 |
| | | 0,3 | -2,2 | -0,2 | -1,7 | 0,9 | 1,2 | -8,7 |
| Machines | C28A | -0,9 | -1,7 | -0,1 | -0,9 | 1,9 | 1,3 | -3,8 |
| | C28B | -1,3 | -0,6 | 0,1 | -0,3 | 0,0 | -0,1 | -2,0 |
| | C28C | -1,0 | -0,2 | 0,1 | -0,3 | 0,1 | 0,1 | -0,9 |
| | C28D | -0,6 | 0,5 | 0,1 | -0,4 | -0,1 | 0,7 | -0,8 |
| | | -3,8 | -2,1 | 0,2 | -1,9 | 1,8 | 1,9 | -7,6 |
| Véhicules et équipements | C29A | 3,3 | -7,0 | -1,0 | -0,2 | -2,7 | 0,3 | -18,0 |
| | C29B | 6,0 | 3,3 | -0,3 | -1,8 | -0,7 | 0,8 | -4,6 |
| | | 9,4 | -3,7 | -1,3 | -2,0 | -3,4 | 1,1 | -22,5 |
| Aéronautique | C30C | 9,2 | 18,1 | 0,9 | 4,6 | 5,6 | -1,8 | 28,7 |
| Navires et bateaux | C30A | 1,8 | 0,9 | -0,1 | 3,3 | -1,7 | -0,4 | 1,1 |
| Autres matériels de transports | C30B | 0,4 | 0,5 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | 0,1 | -0,1 |
| | C30E | -0,8 | -1,4 | -0,1 | -0,4 | 0,5 | 0,2 | -2,3 |
| | | -0,4 | -1,0 | -0,1 | -0,5 | 0,3 | 0,4 | -2,4 |
| Textiles/habillement/cuir | C13Z | 0,5 | -1,3 | -0,2 | -0,3 | 1,0 | 0,1 | -1,6 |
| | C14Z | -6,3 | -8,7 | -0,2 | -2,6 | 3,1 | 0,2 | -8,4 |
| | C15Z | -1,7 | -1,7 | 0,0 | 0,3 | 1,2 | 0,4 | 5,0 |
| | | -7,5 | -11,7 | -0,4 | -2,7 | 5,3 | 0,7 | -5,0 |
| Bois/papier/carton | C16Z | -0,9 | -2,0 | -0,1 | -0,1 | 0,4 | 0,3 | -2,4 |
| | C17A | -2,2 | -1,2 | 0,1 | -0,9 | 0,2 | 0,3 | -1,4 |
| | C17B | -0,4 | -1,3 | -0,1 | -0,7 | 0,2 | 0,2 | -2,3 |
| | C18Z | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| | | -3,6 | -4,5 | -0,1 | -1,8 | 0,9 | 0,8 | -6,1 |
| Chimie | C20A | 1,1 | -1,5 | -0,3 | -4,1 | 6,2 | -0,4 | 0,7 |
| | C20C | 0,5 | 1,4 | 0,1 | -1,4 | 0,6 | 0,5 | 2,9 |
| | | 1,6 | -0,1 | -0,2 | -5,5 | 6,8 | 0,2 | 3,6 |
| Parfums et cosmétiques | C20B | 4,8 | 7,7 | 0,3 | 2,4 | 1,0 | 0,9 | 17,3 |
| Produits pharmaceutiques | C21Z | 2,4 | 4,1 | 0,2 | 0,4 | -2,6 | 3,9 | 4,3 |
| Plastiques et caoutchouc | C22A | 1,5 | 0,3 | -0,1 | 0,1 | -0,2 | 0,0 | -1,7 |
| | C22B | -1,8 | -3,0 | -0,1 | -0,7 | 0,8 | 0,4 | -4,2 |
| | C23A | 0,6 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,3 | 0,2 | -0,8 |
| | C23B | -0,6 | -1,8 | -0,1 | -0,4 | 0,3 | 0,3 | -2,4 |
| | | -0,3 | -4,5 | -0,4 | -1,1 | 0,7 | 1,0 | -9,1 |
| Produits de la métallurgie | C24A | 0,3 | 0,6 | 0,0 | -1,0 | 0,0 | 0,4 | -1,2 |
| | C24B | -3,0 | -3,7 | -0,1 | -1,4 | 0,8 | 0,4 | -4,8 |
| | C24C | 0,2 | 0,6 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,1 |
| | C25A | -0,2 | -0,8 | -0,1 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | -2,2 |
| | C25B | 0,2 | -0,1 | 0,0 | -0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,0 |
| | C25C | 0,2 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 |
| | C25E | -0,3 | -2,1 | -0,2 | -1,0 | 0,7 | 0,8 | -3,8 |
| | | -2,7 | -5,4 | -0,3 | -3,6 | 2,0 | 1,9 | -12,1 |
| Produits manufacturés divers | C31Z | -1,5 | -4,1 | -0,3 | -0,5 | 1,2 | 0,2 | -5,7 |
| | C32A | -0,4 | -0,4 | 0,0 | 0,2 | 0,3 | 1,0 | 2,5 |
| | C32B | -0,3 | -1,5 | -0,1 | 0,0 | 0,4 | -0,1 | -3,7 |
| | C32C | -1,3 | -1,8 | -0,1 | -0,3 | 1,0 | 0,1 | -2,8 |
| | | -3,5 | -7,7 | -0,4 | -0,6 | 2,9 | 1,3 | -9,7 |
| Autres produits | | -0,3 | -0,5 | 0,0 | 0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |

Exportations par zone géographique en milliards d'euros (données brutes)

| | 2000 | | 2010 | | 2010/2000 | 2022 | 2023 | 2024 | 2024 | | |
|--|--------------|---------------|--------------|---------------|-------------|--------------|-------------|--------------|--------------|---------------|-----------------------------|
| | valeur | poids | valeur | poids | evol/an | evol/an | evol/an | evol/an | valeur | poids | contribution ⁽¹⁾ |
| Total FAB y compris matériel militaire et sous le seuil | 326,8 | 100,8% | 395,0 | 101,3% | 1,9% | 19,1% | 1,6% | -1,6% | 598,3 | 101,8% | -1,6 |
| Total FAB hors matériel militaire et sous le seuil | 324,3 | 100,0% | 390,0 | 100,0% | 1,9% | 19,8% | 1,7% | -1,6% | 587,6 | 100,0% | -1,6 |
| Union européenne | 182,2 | 56,2% | 213,4 | 54,7% | 1,6% | 22,5% | 0,9% | -4,2% | 317,0 | 54,0% | -2,3 |
| - dont Allemagne | 48,9 | 15,1% | 63,9 | 16,4% | 2,7% | 17,8% | -0,4% | -5,3% | 77,8 | 13,2% | -0,7 |
| - dont Espagne | 31,4 | 9,7% | 29,2 | 7,5% | -0,7% | 20,1% | 0,4% | -1,7% | 44,0 | 7,5% | -0,1 |
| - dont Italie | 29,1 | 9,0% | 31,6 | 8,1% | 0,8% | 39,4% | -2,8% | -9,3% | 48,2 | 8,2% | -0,8 |
| Pays tiers | 142,1 | 43,8% | 176,6 | 45,3% | 2,2% | 16,5% | 2,7% | 1,6% | 270,6 | 46,0% | 0,7 |
| - Europe hors UE | 51,1 | 15,8% | 54,3 | 13,9% | 0,6% | 13,2% | 6,7% | 0,2% | 80,2 | 13,6% | 0,0 |
| - dont Royaume-Uni | 32,3 | 10,0% | 26,3 | 6,7% | -2,0% | 17,5% | 7,0% | 2,1% | 37,4 | 6,4% | 0,1 |
| - dont Russie | 1,8 | 0,5% | 6,3 | 1,6% | 13,6% | -52,8% | -33,7% | -0,2% | 2,0 | 0,3% | 0,0 |
| - Amérique | 38,6 | 11,9% | 35,4 | 9,1% | -0,9% | 28,3% | -4,4% | 6,0% | 66,7 | 11,3% | 0,6 |
| - dont Etats-Unis | 28,0 | 8,6% | 22,1 | 5,7% | -2,3% | 32,5% | -6,1% | 7,5% | 48,5 | 8,2% | 0,6 |
| - Asie | 24,4 | 7,5% | 43,1 | 11,1% | 5,9% | 7,2% | 6,4% | 0,4% | 76,8 | 13,1% | 0,0 |
| - dont Chine et H-K | 5,6 | 1,7% | 15,2 | 3,9% | 10,5% | -1,0% | 5,1% | -5,2% | 29,4 | 5,0% | -0,3 |
| - Afrique | 18,3 | 5,6% | 26,6 | 6,8% | 3,8% | 19,9% | -2,5% | 4,8% | 28,8 | 4,9% | 0,2 |
| - Proche et Moyen-Orient | 7,9 | 2,4% | 14,9 | 3,8% | 6,6% | 25,4% | 5,4% | -1,0% | 15,4 | 2,6% | 0,0 |
| - Divers et non déterminé | 1,8 | 0,6% | 2,3 | 0,6% | 2,5% | 41,4% | 5,2% | -29,8% | 2,7 | 0,5% | -0,2 |

Importations par zone géographique en milliards d'euros (données brutes)

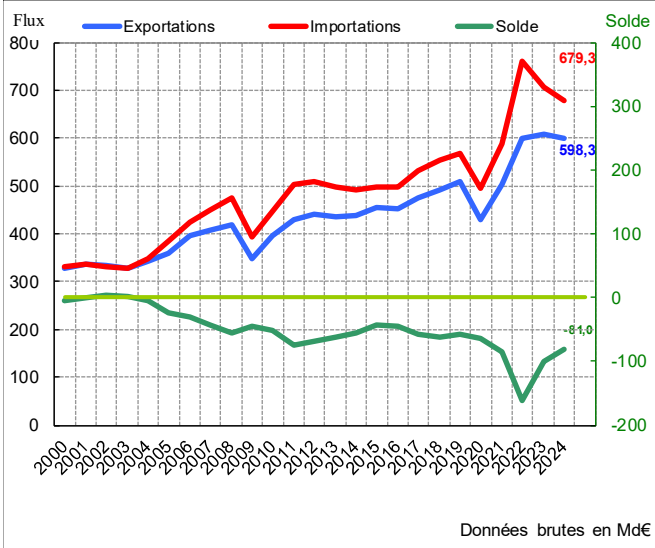
| | 2000 | | 2010 | | 2010/2000 | 2022 | 2023 | 2024 | 2024 | | |
|--|--------------|---------------|--------------|---------------|-------------|--------------|---------------|--------------|--------------|---------------|-----------------------------|
| | valeur | poids | valeur | poids | evol/an | evol/an | evol/an | evol/an | valeur | poids | contribution ⁽¹⁾ |
| Total FAB y compris matériel militaire et sous le seuil | 331,4 | 98,1% | 447,5 | 97,4% | 3,0% | 29,4% | -7,0% | -4,0% | 679,3 | 98,8% | -4,0 |
| Total CAF hors matériel militaire | 337,9 | 100,0% | 459,2 | 100,0% | 3,1% | 29,7% | -7,1% | -4,5% | 687,8 | 100,0% | -4,5 |
| Union européenne | 181,0 | 53,6% | 250,7 | 54,6% | 3,3% | 20,7% | -3,1% | -6,3% | 352,8 | 51,3% | -3,3 |
| - dont Allemagne | 55,3 | 16,4% | 80,1 | 17,4% | 3,8% | 13,7% | -2,5% | -4,6% | 86,6 | 12,6% | -0,6 |
| - dont Espagne | 22,9 | 6,8% | 28,5 | 6,2% | 2,2% | 25,7% | -5,1% | -5,9% | 47,3 | 6,9% | -0,4 |
| - dont Italie | 30,1 | 8,9% | 34,8 | 7,6% | 1,5% | 14,6% | -0,7% | -3,5% | 50,7 | 7,4% | -0,3 |
| Pays tiers | 156,5 | 46,3% | 208,5 | 45,4% | 2,9% | 40,1% | -11,1% | -2,6% | 335,0 | 48,7% | -1,2 |
| - Europe hors UE | 50,6 | 15,0% | 59,7 | 13,0% | 1,7% | 37,0% | -20,0% | 1,7% | 70,9 | 10,3% | 0,2 |
| - dont Royaume-Uni | 27,0 | 8,0% | 20,1 | 4,4% | -2,9% | 32,7% | -9,4% | 3,0% | 26,9 | 3,9% | 0,1 |
| - dont Russie | 4,7 | 1,4% | 12,3 | 2,7% | 10,1% | 53,6% | -76,4% | 12,5% | 4,1 | 0,6% | 0,1 |
| - Amérique | 37,5 | 11,1% | 37,9 | 8,2% | 0,1% | 64,1% | -12,3% | -0,4% | 68,6 | 10,0% | 0,0 |
| - dont Etats-Unis | 29,4 | 8,7% | 26,7 | 5,8% | -0,9% | 80,3% | -15,4% | 1,2% | 52,6 | 7,6% | 0,1 |
| - Asie | 42,1 | 12,5% | 71,4 | 15,6% | 5,4% | 24,8% | -5,8% | -4,2% | 129,7 | 18,9% | -0,8 |
| - dont Chine et H-K | 11,3 | 3,4% | 38,0 | 8,3% | 12,8% | 21,1% | -8,4% | -1,9% | 71,3 | 10,4% | -0,2 |
| - Afrique | 13,6 | 4,0% | 23,7 | 5,2% | 5,7% | 51,1% | -5,7% | -4,0% | 35,3 | 5,1% | -0,2 |
| - Proche et Moyen-Orient | 8,5 | 2,5% | 8,1 | 1,8% | -0,4% | 119,4% | -20,5% | -16,5% | 12,3 | 1,8% | -0,3 |
| - Divers et non déterminé | 4,1 | 1,2% | 7,6 | 1,7% | 6,3% | 31,7% | -7,9% | -1,2% | 18,2 | 2,6% | 0,0 |

Soldes par zone géographique en milliards d'euros (données brutes)

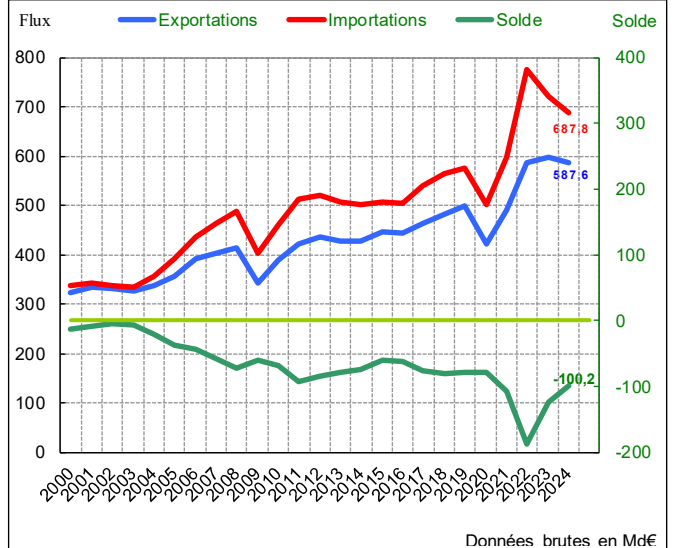
| | Solde | | Variation annuelle des soldes entre | | | | Solde |
|--|--------------|--------------|-------------------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| | 2000 | 2010 | 2000 et 2010 | 2021 et 2022 | 2022 et 2023 | 2023 et 2024 | |
| Total FAB/FAB y compris matériel militaire et sous le seuil | -4,6 | -52,4 | -4,8 | -76,7 | 62,5 | 19,1 | -81,0 |
| Total CAF/FAB hors matériel militaire et sous le seuil | -13,6 | -69,2 | -5,6 | -80,3 | 65,1 | 23,1 | -100,2 |
| Union européenne | 1,2 | -37,4 | -3,9 | -6,3 | 15,0 | 10,0 | -35,8 |
| - dont Allemagne | -6,4 | -16,2 | -1,0 | 1,3 | 2,0 | -0,2 | -8,7 |
| - dont Espagne | 8,5 | 0,7 | -0,8 | -3,4 | 2,9 | 2,2 | -3,3 |
| - dont Italie | -1,0 | -3,3 | -0,2 | 8,7 | -1,1 | -3,1 | -2,5 |
| Pays tiers | -14,4 | -31,9 | -1,7 | -74,0 | 50,1 | 13,1 | -64,4 |
| - Europe hors UE | 0,5 | -5,5 | -0,6 | -14,8 | 22,4 | -1,0 | 9,3 |
| - dont Royaume-Uni | 5,2 | 6,2 | 0,1 | -2,0 | 5,1 | 0,0 | 10,6 |
| - dont Russie | -2,9 | -6,0 | -0,3 | -8,9 | 10,8 | -0,5 | -2,1 |
| - Amérique | 1,1 | -2,5 | -0,4 | -16,1 | 6,7 | 4,0 | -1,9 |
| - dont Etats-Unis | -1,3 | -4,6 | -0,3 | -15,6 | 6,5 | 2,7 | -4,1 |
| - Asie | -17,7 | -28,3 | -1,1 | -23,8 | 13,1 | 6,0 | -52,9 |
| - dont Chine et H-K | -5,7 | -22,8 | -1,7 | -14,1 | 8,2 | -0,2 | -41,9 |
| - Afrique | 4,6 | 2,9 | -0,2 | -8,5 | 1,5 | 2,8 | -6,5 |
| - Proche et Moyen-Orient | -0,6 | 6,8 | 0,7 | -7,1 | 4,6 | 2,3 | 3,1 |
| - Divers et non déterminé | -2,3 | -5,3 | -0,3 | -3,7 | 1,8 | -0,9 | -15,5 |

PRODUITS

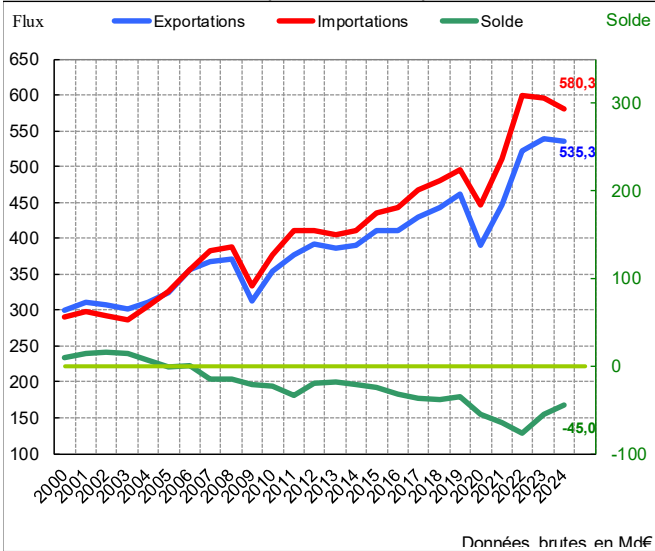
Échanges FAB-FAB y.c. matériel militaire et données sous le seuil



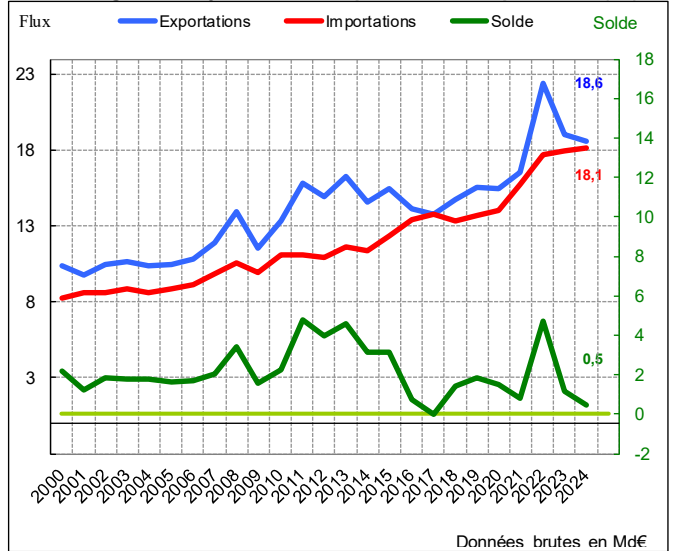
Echanges CAF-FAB hors matériel militaire et données sous le seuil



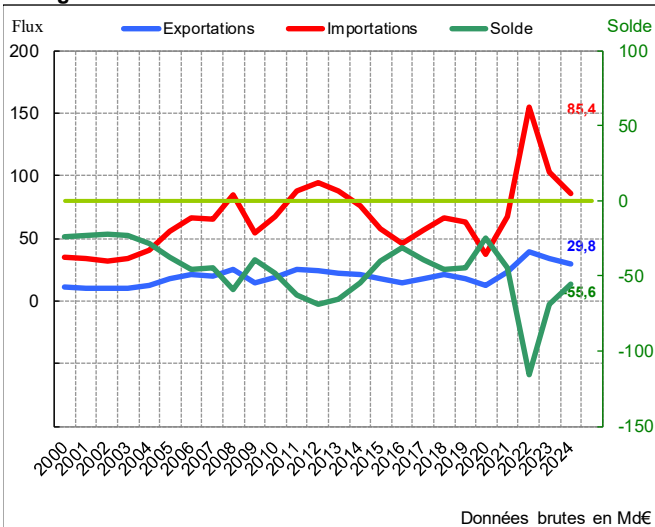
Industrie manufacturière (C1+C3+C4+C5)



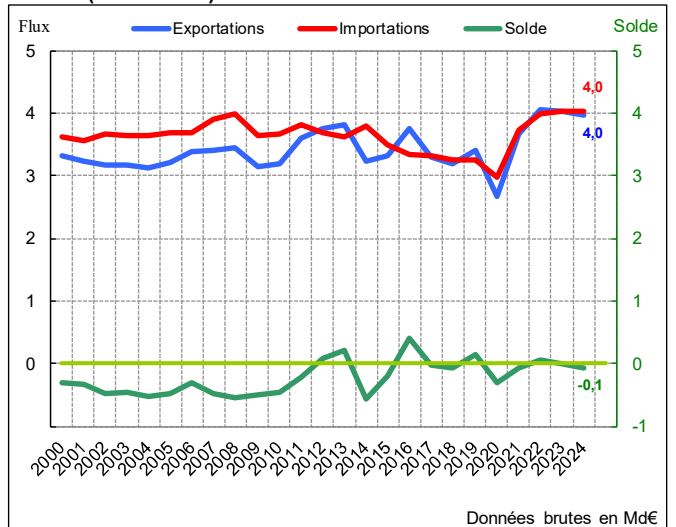
Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture (AZ)



Énergie DE + C2

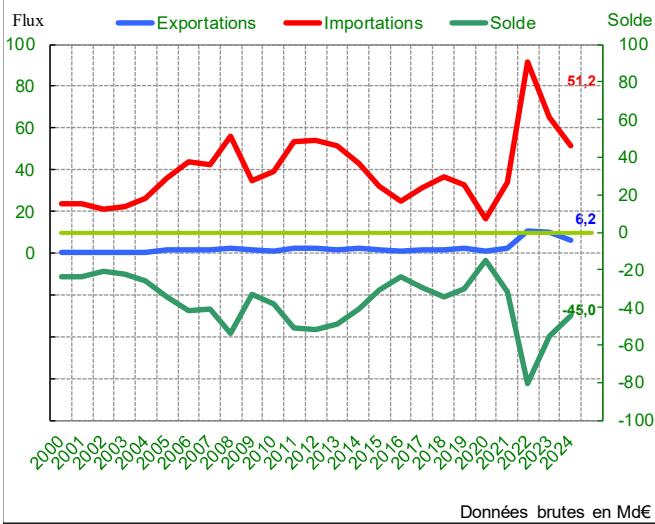


Autres (JZ+MN+RU)

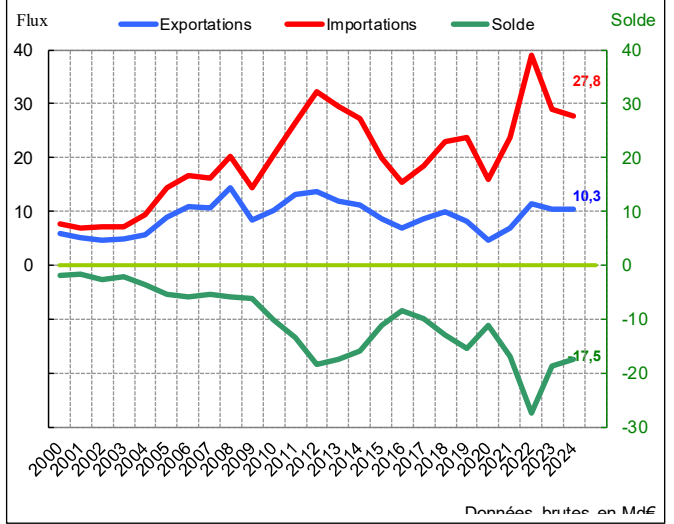


ÉNERGIE (Détail des Nomenclatures DE et C2 de la nomenclature CPF - A17)

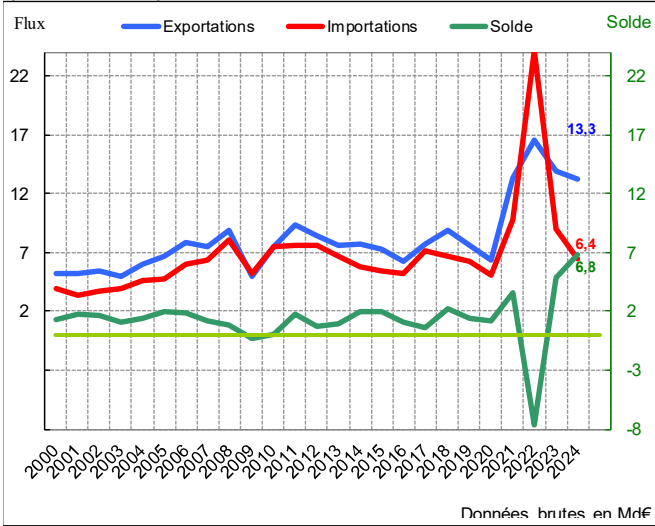
Hydrocarbures naturels (B06Z)



Produits pétroliers raffinés et coke (C2)

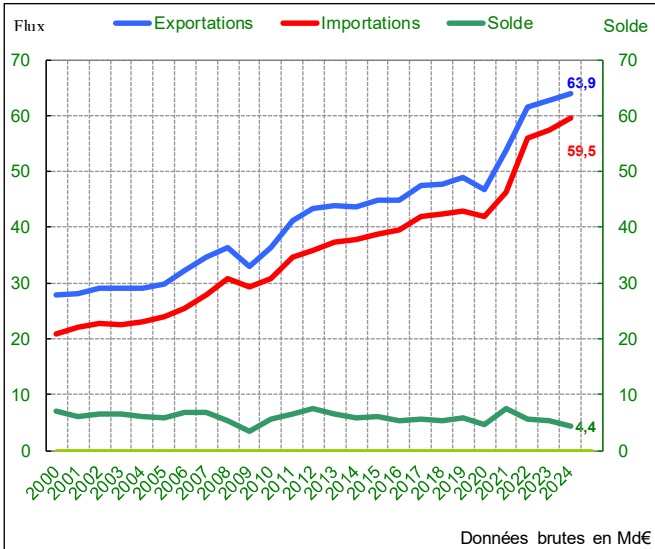


Autres produits des industries extractives, électricité, déchets (DE hors B06Z)

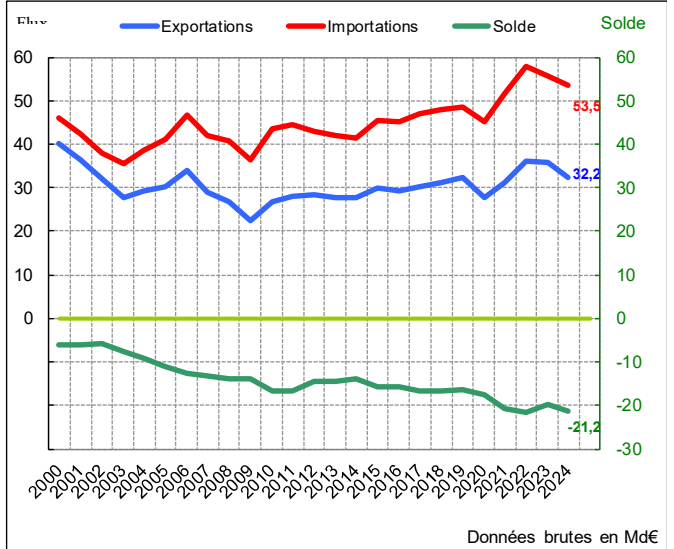


PRODUITS MANUFACTURÉS (Détail des Nomenclatures C1, C3, C4 et C5 de la nomenclature CPF - A17)

Produits des industries agroalimentaires (CA)

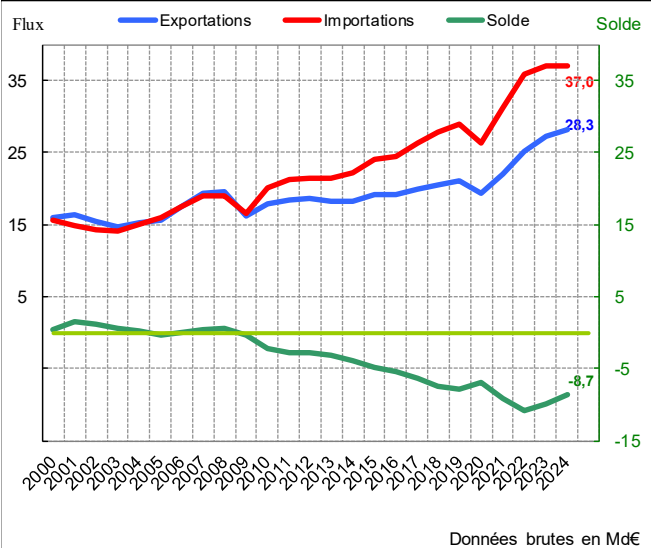


Produits informatiques, électroniques et optiques (CI)

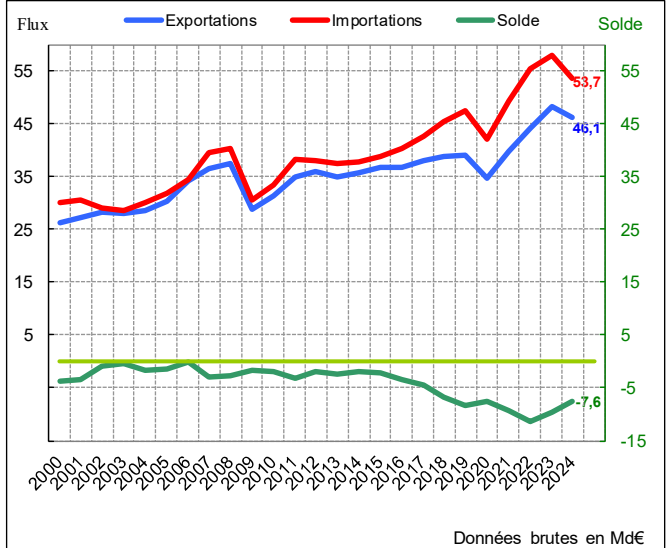


PRODUITS MANUFACTURÉS (Détail des Nomenclatures C1, C3, C4 et C5 de la nomenclature CPF - A17)

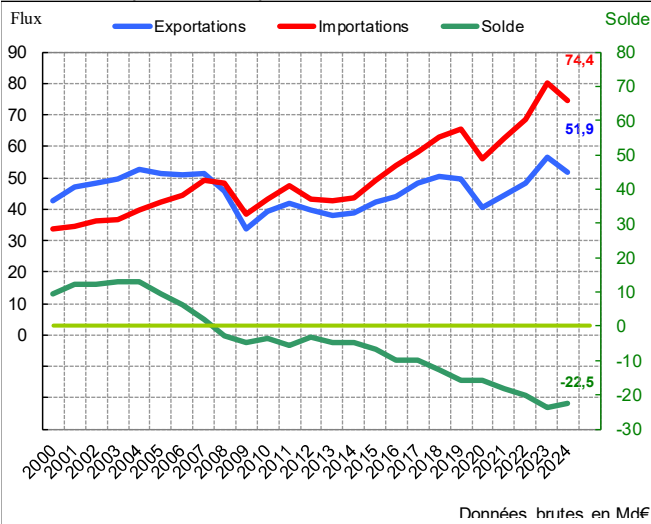
Équipements électriques et ménagers (CJ)



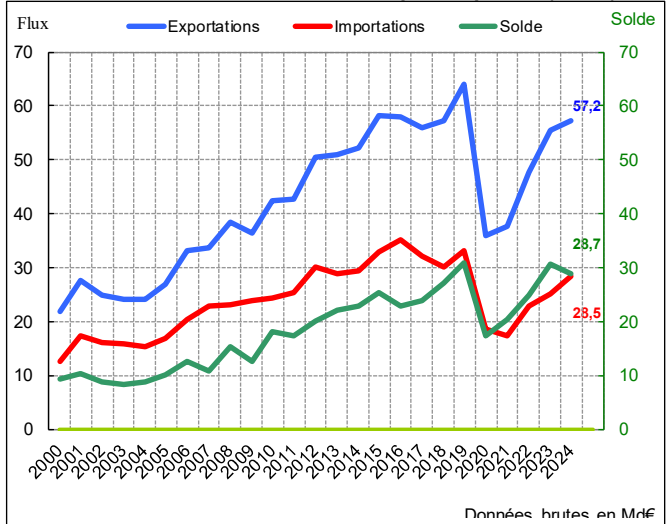
Machines industrielles, agricoles et diverses (CK)



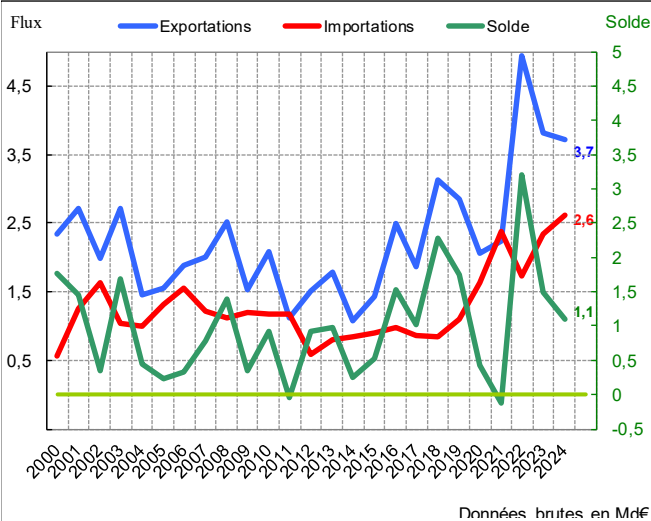
Automobile (C29A, C29B)



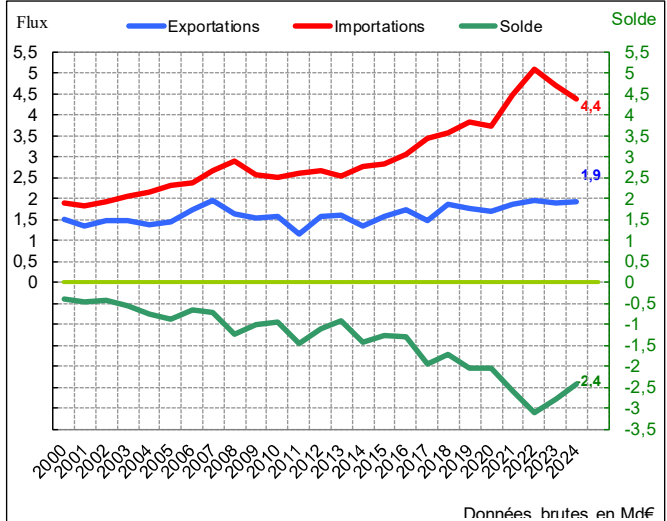
Produits de la construction aéronautique et spatiale (C30C)



Navires et bateaux (C30A)

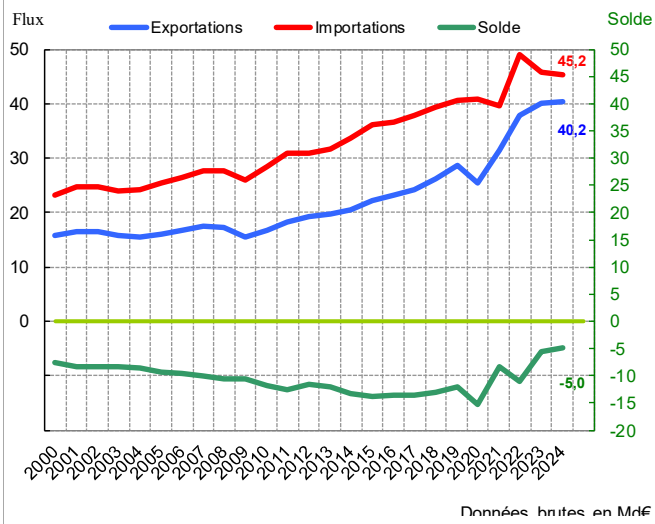


Autres matériels de transport (C30B, C30E)

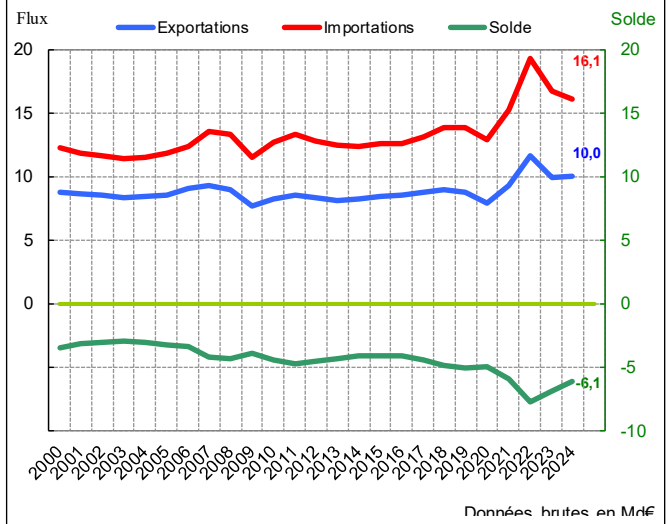


PRODUITS MANUFACTURÉS (Détail des Nomenclatures C1, C3, C4 et C5 de la nomenclature CPF - A17)

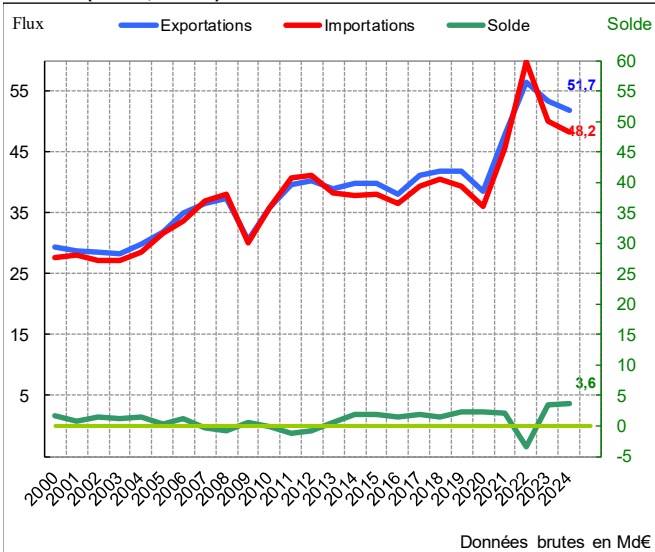
Textiles, habillement, cuir et chaussures (CB)



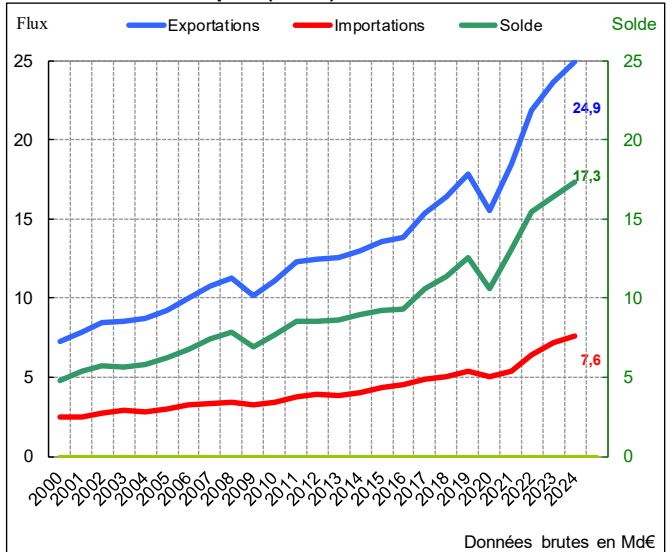
Bois, papier, carton (CC)



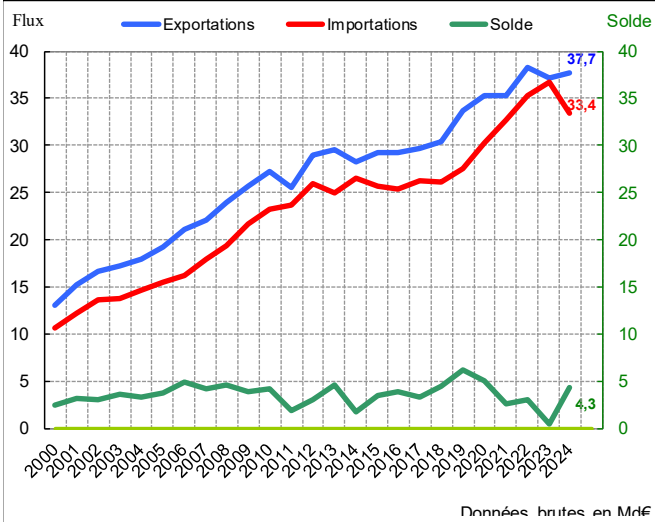
Chimie (C20A, C20C)



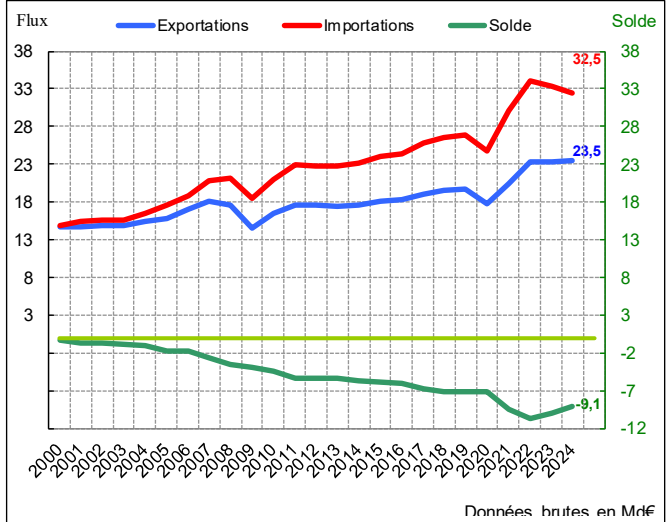
Parfums et cosmétiques (C20B)



Produits pharmaceutiques (CF)

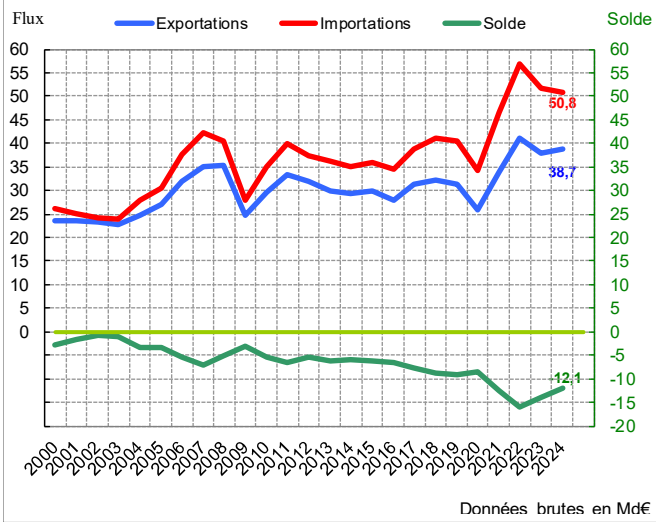


Produits en caoutchouc, plastiques, produits minéraux div. (CG)

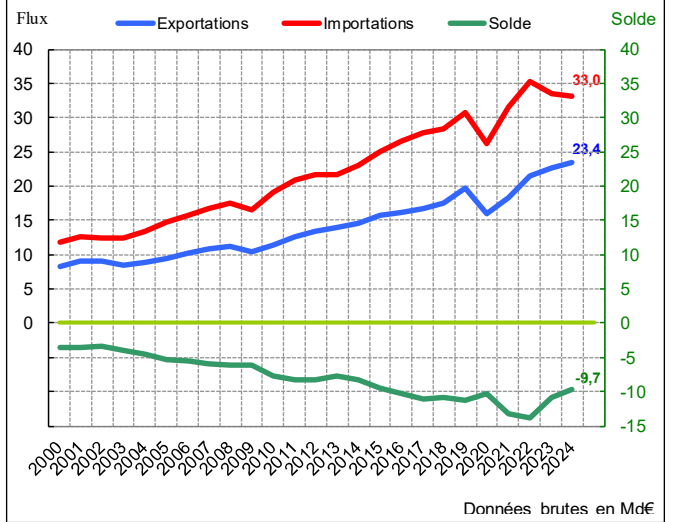


PRODUITS MANUFACTURÉS (Détail des Nomenclatures C1, C3, C4 et C5 de la nomenclature CPF - A17)

Produits métalliques et métallurgiques (CH)

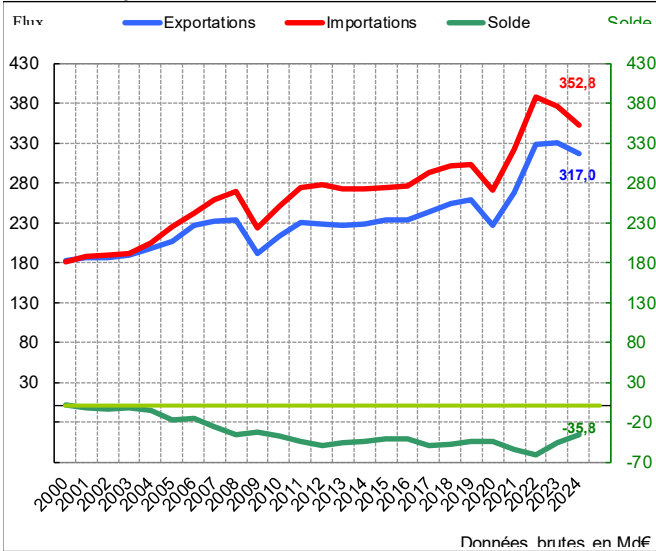


Produits manufacturés divers (CM)

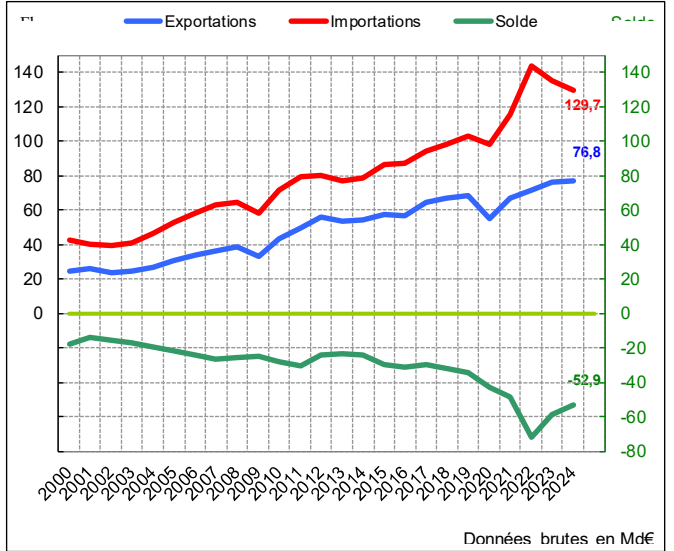


ZONES GÉOGRAPHIQUES

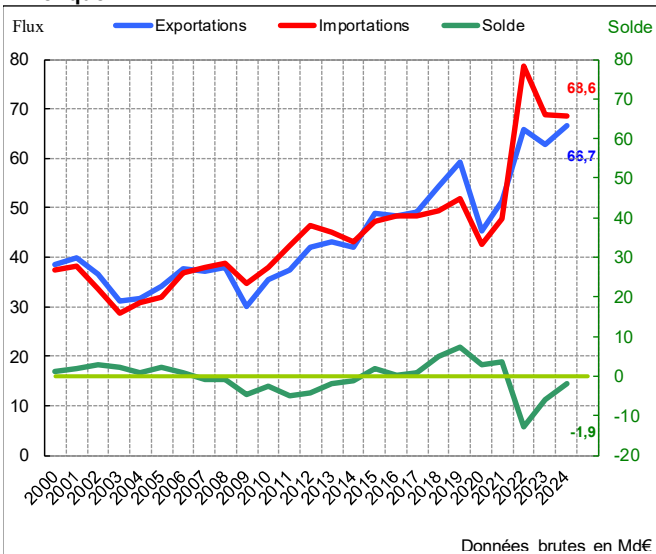
Union européenne



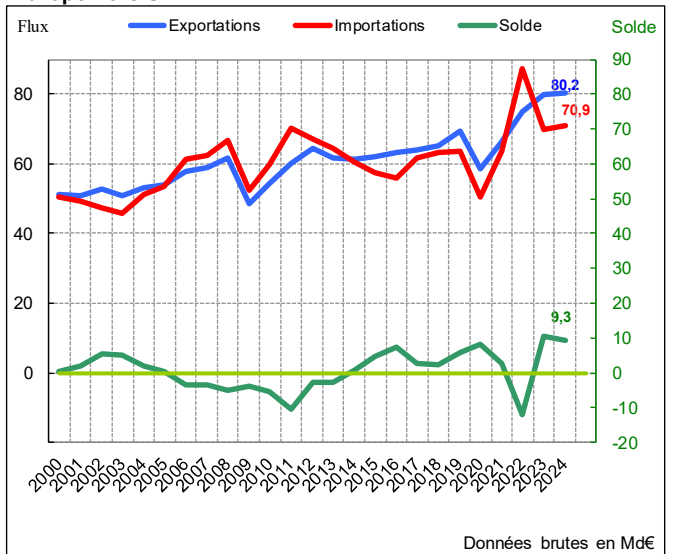
Asie



Amérique

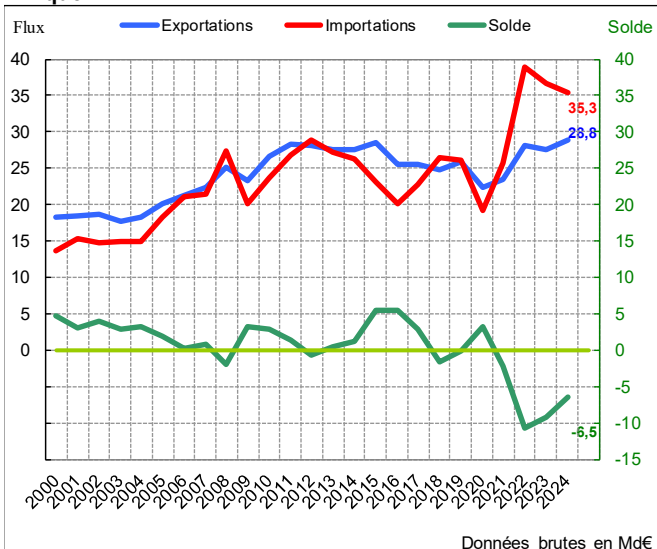


Europe hors UE

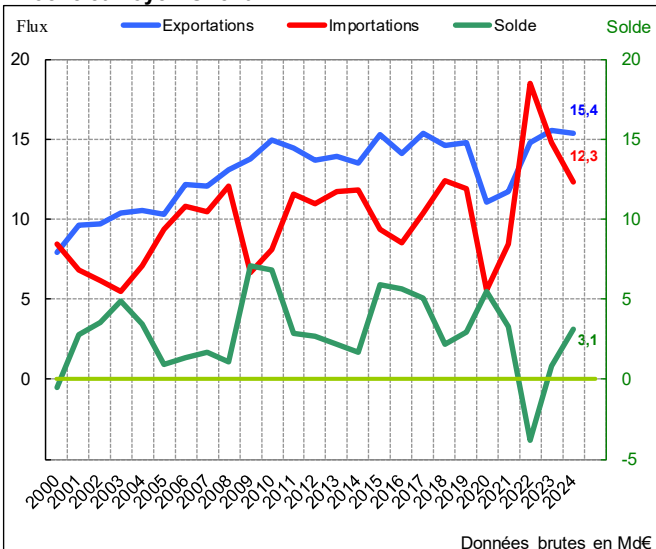


ZONES GÉOGRAPHIQUES

Afrique

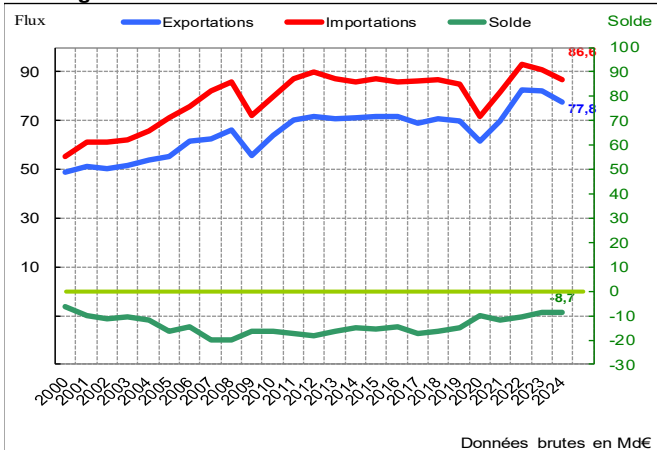


Proche et Moyen-Orient

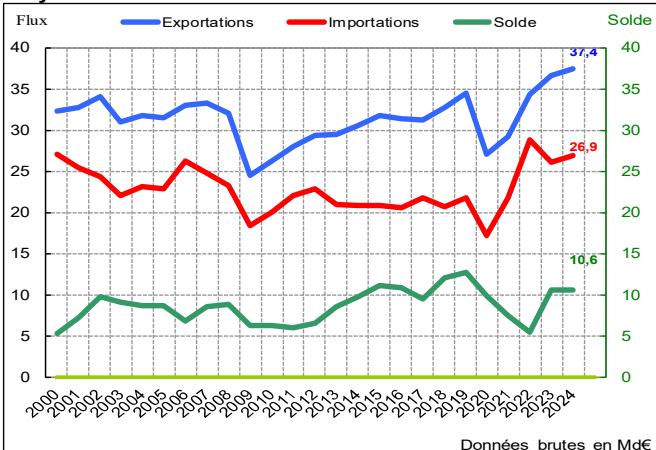


PRINCIPAUX PAYS PARTENAIRES (Allemagne, Royaume-Uni, Chine et Etats-Unis)

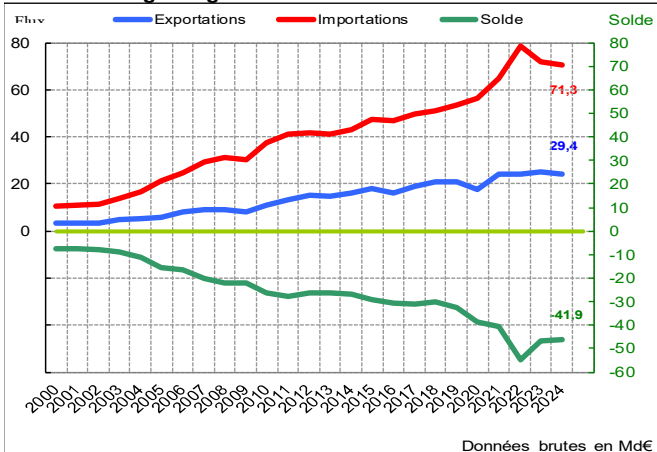
Allemagne



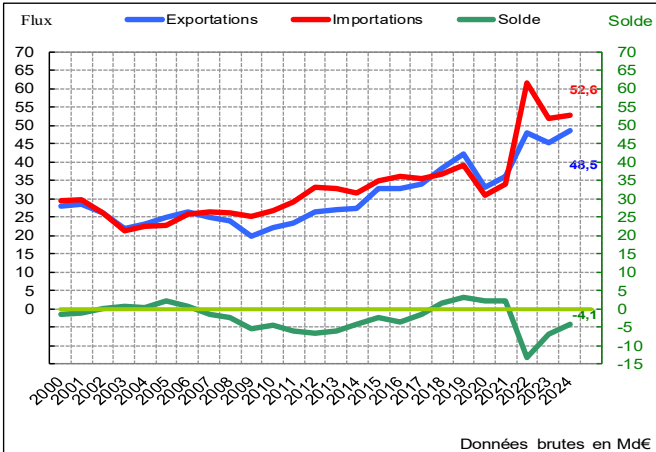
Royaume-Uni



Chine et Hong-Kong



États-Unis



Pour accéder aux séries chronologiques détaillées citées en analyse, se reporter à la rubrique « Synthèse & Indicateurs » du site « Le Chiffre du commerce extérieur » (<https://lekiosque.finances.gouv.fr>)

Directrice de la publication : Kitty ATTAL-TOUBERT

Rédaction en chef : Julien DERUYON

Rédaction : Camille NAVEL et Renaud VIGNE

Département des statistiques et des études du commerce extérieur - 11, rue des deux communes 93558 Montreuil Cedex

Mél : diffusion.stat@douane.finances.gouv.fr

ISSN 2430-2627 - Reproduction autorisée avec mention d'origine et de date

